

الجمعية التونسية لتفعيل الحق في الاختلاف
Association Tunisienne pour la Promotion du Droit à la Différence



Zoom sur

Infos

Du 19-10-2015 au 25-10-2015

Presse francophone

sources

infos



21-10-2015

Driss El Yazami : « Le Maroc est prêt pour un débat sur l'égalité homme-femme en matière d'héritage »

Dans son dernier rapport, publié mardi 20 octobre, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) dresse un bilan inquiétant de l'état de l'égalité homme-femme et en profite pour lancer des piques au gouvernement PJD qui rogne sur les acquis constitutionnels. Le président du CNDH, Driss El Yazami, a répondu aux questions de Jeune Afrique.

Pour la première fois, le Conseil national des droits de l'homme, placé sous la tutelle du roi, publie un rapport sur l'état de l'égalité et la parité. Le 20 octobre, il a demandé à ce que les femmes aient le mêmes droits que les hommes en matière d'héritage, qu'elles puissent transmettre leur nationalité marocaine à leurs maris étrangers et que les enfants nés hors-mariage puissent même bénéficier d'une pension alimentaire. [Pour le président du CNDH, Driss El Yazami](#), il est temps de lancer ces débats.

Jeune Afrique : Dans ce rapport, vous décrivez « une évaporation progressive des promesses constitutionnelles ». Qu'en est-il exactement ?

Cette évaporation se manifeste de deux manières. D'une part, à travers la lenteur dans l'adoption des lois organiques, malgré nos nombreuses demandes d'accélération. Autorité pour la parité, loi de lutte contre la violence à l'égard des femmes, conseil de famille, statut des travailleurs domestiques... Nous sommes à un an de la fin du mandat gouvernemental et ces lois n'ont toujours pas été adoptées.

D'autre part, on remarque une déperdition des politiques nationales au moment de leur exécution au niveau local. Près de 40% de la population du Maroc habite dans les campagnes.

Pour la première fois, un organe constitutionnel demande l'égalité entre les hommes et les femmes en matière d'héritage. Pourtant, cette question semble être tranchée dans le Coran ?

Je ne suis pas un théologien, mais un acteur des droits de l'homme. Notre objectif est de susciter un débat qui existe par ailleurs dans des sociétés similaires comme la Tunisie et le Liban. Il appartiendra au conseil des Oulémas de statuer au niveau religieux.

La société marocaine est-elle prête pour ce genre de débats, notamment sur l'égalité en matière d'héritage ?

Certainement, la société marocaine est prête pour le débat sur l'égalité en matière d'héritage. Cette année, il y a eu un débat extraordinaire sur l'[Interruption volontaire de grossesse \(IVG\)](#). Le CNDH y a participé en organisant un mois de consultation avec la société civile, soldé par la présentation de 75 mémorandums. Cela montre une capacité indéniable à débattre. [Peine de mort](#), interdiction de Much Loved de Nabil Ayouch, homosexualité, festivals de musique...la société dans son ensemble discute tous les jours.

La part des mariages en dessous de l'âge légal a presque doublé en une décennie, passant de 7% en 2004 à près de 12% en 2013. Comment expliquez-vous la progression des mariages des filles de moins de 18 ans malgré les restrictions posées par la loi ?

Je n'ai pas d'explication. Je me félicite en tout cas du fait qu'on puisse quantifier ces mariages et que le ministère de la Justice puisse publier ces chiffres. Notre constat est que l'autorisation est donnée par les juges assez facilement. Comment combattre ce phénomène ? En prendre conscience, former les magistrats et conscientiser les parents.

Vous appelez donc à la réforme d'une Moudawana dévoyée...

De toutes les façons, il faudra évaluer cette loi appliquée depuis 11 ans. Elle a été adoptée suite à un débat houleux qui a duré au moins 2 ans, conclu certes par un compromis, mais comme toute politique publique, elle doit être réactualisée.

Vous demandez à ce que les femmes marocaines puissent transmettre leur nationalité à leurs époux étrangers. Or, on sait tous que l'acquisition de la nationalité marocaine est opaque et difficile...

Dans la loi actuelle, un homme marocain peut transmettre sa nationalité à son épouse étrangère. Ce qui n'est pas le cas pour une femme marocaine mariée à un étranger. Nous devons aligner les deux statuts au nom de l'égalité mais aussi parce que le Maroc a des engagements internationaux qui ne supportent plus cette discrimination. En 2007, la femme marocaine a pu transmettre sa nationalité à ses enfants nés d'un mariage mixte. Nous sommes dans la continuité de cet acquis. Et je ne vois vraiment pas en quoi l'attribution de la nationalité aux maris étrangers pourrait poser problème.

Ne vous sentez-vous pas frustré par toutes les réformes que vous avez dictées à la tête du CNDH et qui n'ont pas encore trouvé le chemin de l'accomplissement ?

Pas du tout. Je sais que la réforme se fait dans la durée. On a pu constater par exemple que plusieurs recommandations du CNDH ont été incluses dans la nouvelle mouture du Code pénal qui sera présenté au Parlement. Tous les acteurs doivent s'exprimer. Pour moi, la démocratie n'est pas le consensus mais la gestion pacifique du désaccord.

Nadia Lamlili

Justice transitionnelle en Tunisie: Le Pnud nage à contre-courant

Alors que l'Instance Vérité et Justice (IVD) est attaquée de toutes parts, le Pnud s'apprête à apporter une nouvelle pierre à son édifice aujourd'hui menacé.

Au moment où l'IVD est fortement critiquée pour son inaction et menacée – notamment à travers le projet de loi de réconciliation économique qui, d'après ses détracteurs, vise à déposséder cette dernière d'une part importante de ses prérogatives –, le Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) va sélectionner des organisations de la société civile qu'il va aider à assumer le rôle «*d'observation, de veille et d'évaluation du travail des mécanismes chargés de la mise en œuvre effective du processus de justice transitionnelle*», à travers le suivi de l'action de l'IVD, mais également du ministère de la Justice – appelé à mettre en place des chambres spécialisées prévues par la loi sur la justice transitionnelle – et tout autre autorité ou institution



21-10-2015

compétente».

L'objectif de ce projet, selon une note du Pnud, «est d'encourager et de renforcer la société civile tunisienne dans son rôle de défense et de gardien du processus de justice transitionnelle, dans l'élaboration de stratégies efficaces de relations avec l'ensemble des acteurs ainsi que des actions de plaidoyer ciblées en cas de besoin».

Nabil Ben Ameer



17-10-2015

Le pays de la discrimination raciale et du racisme donneur de leçons

Chaque année, les américains délivrent leurs mauvais points aux autres pays sans voir les problèmes qui minent leur pays va-t-en-guerre qui constitue la plus grande menace pour la paix mondiale.

En effet, les USA sont un pays dominateur, agresseur, imposant par la force sa loi, allié aux pires dictatures comme celles des Saouds, des royaumes féodaux du Golfe, du seul pays colonisateur dans le monde, l'entité sioniste, Israël qui occupe toujours la Palestine, le Golan syrien, les fermes de Chebaa au Liban, et qui détruit, bombarde, tue, massacre des enfants, plus de 500 rien qu'en juillet 2014 à Gaza.

Discrimination raciale

Les américains préfèrent voir la bosse des autres et oublient de voir la leur. Toutes les statistiques le prouvent : les victimes des violences policières sont majoritairement des Noirs. Si on prend le seul cas de New York, entre 2000 et 2011, plus de 6 600 Noirs ont été tués par la police, contre 1 500 Blancs. Ce sont des chiffres officiels qui ne distinguent pas les bavures de la légitime défense.

Plusieurs journaux américains avancent le chiffre de 1000 morts par an de bavures policières aux Etats-Unis.

A titre de comparaison, l'année dernière au Royaume-Uni, la police n'a pas fait une seule victime. Pas une seule. En Allemagne, huit personnes ont été tuées par la police ces deux dernières années. Au Canada, pays qui a également un certain goût pour les armes à feu, on compte une dizaine de bavures policières par an.

Lorsqu'il y a mort d'homme eu femme par la police, dans presque 100% des cas la justice prononce l'acquittement.

Comme par exemple, le décision d'un jury populaire de ne pas poursuivre un policier blanc responsable de la mort d'un jeune Noir à Ferguson a provoqué une flambée d'indignation aux Etats-Unis. Les chiffres de la discrimination, qui ont peu changé en 60 ans, expliquent pourquoi le terreau est fertile.

Ils avaient le tort d'être Noirs. Walter Scott, abattu par un policier blanc en Caroline du Sud. Romain Brisbon, tué par un policier dans l'Arizona. Des policiers responsables de la mort d'hommes sans arme, Michael Brown à Ferguson et Eric Garner à New York blanchis par la justice. Un adolescent de 12 ans, Tamir Rice, abattu alors qu'il jouait avec un faux pistolet à Cleveland. Le biais racial de la police américaine envers les Afro-américains provoque l'indignation outre-atlantique. Il montre que la discrimination est loin d'avoir disparu, dans presque tous les domaines de la vie publique. En voici quelques exemples.

La population

Les Afro-Américains représentaient 13,6% de la population lors du dernier recensement de 2010, selon le Bureau des statistiques américain, en légère hausse par rapport à 2000 (12,9%). Ces chiffres incluent les personnes « d'une ou plusieurs races », selon la classification en vigueur aux Etats-Unis. On peut en effet être répertorié comme Noir et Hispanique dans les statistiques américaines. La proportion de Noirs pourrait atteindre 15% en 2060, selon des prévisions du bureau de recensement.

Les bavures policières

Les récentes bavures en Arizona, à New York, Cleveland et Ferguson mettent en relief la disproportion qui frappe les Noirs dans les bavures policières ou les cas de personnes tuées par les forces de sécurité.

Les jeunes hommes noirs tués par la police sont 21 fois plus nombreux que les jeunes hommes blancs, selon une étude du site d'investigation ProPublica.

La justice

C'est l'un des domaines où les discriminations sont les plus flagrantes. Les Noirs constituent 40% de la population carcérale (pour 13,6% de la population). Dans le même temps, les Blancs non hispaniques, qui comptent 64% de la population représentent 39 % de la population carcérale, rappelle le site Prison policy project.

Un écart qui se retrouve aussi dans le couloir de la mort. Depuis 1976, 34% des condamnés à mort exécutés étaient des Noirs, selon le Centre d'information sur la peine de mort.

L'économie

Les Noirs sont largement plus pauvres que les Blancs. 27,2% des Afro-Américains sont sous le seuil de pauvreté, contre 15% pour l'ensemble des Américains.

Le revenu médian est de 33 321 dollars pour une famille afro-américaine en 2012 contre 51 017 pour la moyenne de la population. L'écart vis-à-vis des autres catégories de la population n'a guère changé depuis les années 1960, comme le montre ce tableau de l'US Census bureau.

Le revenu médian des Noirs reste toujours largement inférieur à celui de l'ensemble de la population.

le chômage

Le taux de chômage chez les Africains-Américains est le double de celui des Blancs : 13,4% contre 6,7% en 2013, selon l'institut Pew Research. Si le taux d'activité a connu des hauts et des bas en fonction de la conjoncture, l'écart n'a quasiment pas varié en 60 ans.

La santé

Sans surprise, un plus grand taux de pauvreté induit des inégalités en termes de santé. Quelques exemples.

Les Afro-Américains avaient, en 2009, le taux le plus élevé de mort par crise cardiaque, d'AVC, de cancer et de diabète, selon le Centre de prévention des maladies (CDC).

Malgré un léger resserrement de l'écart, les Afro-américains vivent toujours moins longtemps que le reste de la population. L'espérance de vie moyenne à la naissance atteignait 78,7 ans en 2010, contre 75,1 ans pour les Noirs.

L'éducation

Les adultes afro-américains étaient moins nombreux à avoir obtenu un diplôme à la fin du lycée (80%) que les Blancs (90%) en 2005. Un rapport paru en mars dernier soulignait la perpétuation de ces déséquilibres.

Le cercle vicieux de la discrimination est renforcé par les faiblesses de l'encadrement scolaire: les étudiants noirs ont quatre fois plus de probabilité de fréquenter des écoles dont moins de 60% des enseignants ont le niveau et les diplômes requis, selon des statistiques du Département de l'Education.

Plus grave, les inégalités se perpétuent en raison d'une véritable ségrégation spatiale. Les Africains-Américains sont plus nombreux à vivre dans des villes pauvres. Or les budgets d'éducation dépendent pour l'essentiel des collectivités locales. L'Amérique d'Obama a encore du chemin à parcourir.

Les guerres :

Les Etats-Unis ont été en guerre 93% du temps de leur existence depuis leur création en 1776 c'est à dire 222 des 239 années de leur existence. Le pays n'a été en paix que 17 ans depuis sa création en 1776.

Pour mettre ceci en perspective:

* Prenez n'importe quelle année au hasard depuis 1776 et il y a 91% (93% avec les chiffres ajustés à 2015) de chances que les Etats-Unis étaient impliqués dans une guerre au cours de cette année-là.

* Aucun président des Etats-Unis ne se qualifie vraiment comme étant un président de temps de paix. De fait, tous les présidents des Etats-Unis qui se sont succédé peuvent être tous considérés comme des "présidents en guerre". C'est dire que le Nobel de la paix remis à Barack Obama est vraiment un titre usurpé.

* Les Etats-Unis ne sont jamais restés une décennie complète sans être en guerre.

* La seule fois où les Etats-Unis sont demeurés 5 ans sans être en guerre (1935-40) fut durant la période isolationniste de la Grande Dépression.

Guerres récentes

L'Afghanistan envahi illégalement par les américains en 2001 et 15 ans plus tard, le pays est exsangue, divisé, détruit, où les talibans et les seigneurs de la guerre sont toujours présents, alors qu'il reste encore 10.000 soldats américains.

La plus terrible guerre est celle de 2003 contre l'Irak où sont morts des centaines de milliers de citoyens, un véritable génocide, une guerre illégale au regard du droit international, un pays complètement dévasté, où al-Qaida et Daech ont pris place alors qu'ils étaient complètement inexistant du temps de feu Sadam Hussein.

La Libye est l'autre pays à avoir été bombardé jour et nuit par les navires de guerre et les avions américains et son président assassiné. Ce pays, lui aussi livré à al-Qaida et Daech, est devenu un grand pourvoyeur de terroristes dans le Sahel et en Syrie où quelque 15000 criminels combattent aux cotés du front al-Nosra et de Daech.

La Syrie ravagée elle aussi par les Etats-Unis qui ont pris la tête d'une coalition militaire internationale composée de la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Jordanie, Israël ... qui ont armé, financé, formé quelque 150.000 terroristes internationaux chargés de mettre à genoux ce pays.

Le Yémen subit lui aussi dans sa chair une guerre américano-saoudienne.

Et dire qu'il y a encore des américains (plus qu'on le croit) qui se posent toujours la question suivante: "Pourquoi tous ces gens dans le monde nous détestent-ils ?" A cette question la propagande yankee leur a bourré le crâne depuis des lustres en leur disant: "C'est parce qu'ils sont jaloux de nous, jaloux de notre liberté, jaloux de notre grandeur, jaloux de notre culture."

Pathétique non ?...

(L'express, Infowars, courrier international, A1)

Khidr Ali



20-10-2015

Tunisie : Les lois caduques du code pénal sodomisent aussi l'investissement dans le numérique !

Après Smart Tunisia et les Startups tunisiennes, il existe un autre volet encore plus grave qui peut faire tomber tous les plans de relance économique à l'eau. Car il existe bel et bien un risque qu'un entrepreneur étranger ou tunisien se retrouve sous les verrous à cause de son business... et/ou de sa vie personnelle.

Dans le code pénal tunisien promulgué en 1913 par «Mohamed En Nacer Pacha Bey, Possesseur du Royaume de Tunis», et publié dans le JORT n°79 du 1er Octobre 1913, il existe, en effet, des articles dits "délaisés". Et on assiste ces jours-ci, stupéfaits, à la résurrection de ces articles par les juges. A l'instar d'un mécanicien du sud tunisien qui a inventé une mini fusée de 5 kms de portée. Il s'est photographié avec, l'a partagé sur facebook en dédiant son invention à l'armée nationale qui combat le terrorisme et s'est retrouvé en prison pour «fabrication d'engins explosifs sans autorisation». Il a été inculpé sur la base d'un article de loi qui date de... 1894 !

Si ce cas a été très médiatisé, il y en a d'autres qui le sont moins. A l'instar d'un jeune de Beja qui a eu le malheur de créer un drone dans le cadre de son Projet de Fin d'Etude. Il s'est retrouvé par la suite arrêté par la police au Gorjani. C'est le cyberactiviste Anis Guiga qui en a parlé dans un récent statut facebook. Il a pu côtoyer ce jeune pendant son arrestation par la police en Ramadan dernier, quand il était traduit devant la justice pour «atteinte à la pudeur publique pour détention d'alcool». Et à ce sujet, l'article 317 du code pénal stipule : «Sont punis de 15 jours d'emprisonnement et de 4,8 DT d'amende ceux qui servent des boissons alcooliques à des musulmans ou à des personnes en état d'ivresse ; ceux qui se trouvent sur la voie publique ou dans tout autres lieux publics dans un état d'ivresse évidente».

En d'autres termes, un investisseur étranger (ou même tunisien) après quelques verres dans un bar ou dans un hôtel, peut se faire arrêter par un policier zélé, même s'il marche dans la rue (donc

pas au volant de sa voiture) et se faire emprisonner pendant 15 jours pour état d'ébriété.

Fouilles de SMS et toucher rectal

Même chose à propos de l'article 230 de ce même code pénal qui date du début du 20ème siècle (1913). Un article composé par cette seule et unique phrase : «La sodomie, si elle ne rentre dans aucun des cas prévus aux articles précédents (c'est à dire le viol, NDLR), est punie de l'emprisonnement pendant trois ans». Même s'il est difficile de prouver cet acte de «sodomie» (mis à part que le couple soit pris 'la main dans le sac'), on a assisté dernièrement à l'inculpation d'un jeune de 22 ans après que la police a fouillé dans ses SMS dans une affaire de meurtre de laquelle il a été innocenté. Pour prouver «scientifiquement» la sodomie, un médecin légiste a fait un touché anal au jeune et a confirmé l'accusation (voir [ce lien](#)). Une aberration judiciaire comme on en a rarement vu après la chute du régime despotique de Ben Ali. On aura beau à crier sur tous les toits que ces lois sont contraires à la nouvelle constitution, mais les politiciens au gouvernement et au Parlement font la sourde oreille.

Et pour cause : les Tunisiens s'apprêtent à voter, pour la première fois de leur vie, pour choisir les maires de leurs villes. Les élections cantonales sont en effet prévues pour fin 2016. Dans une société hypocritement conservatrice comme celle en Tunisie, le sujet de l'homosexualité reste un des plus grands tabous. Plus tabou que la virginité des femmes. Quoi que la cause féminine soit devenue maintenant un argument électoral pour les partis qui souhaitent grignoter quelques points sur les intentions de vote des femmes tunisiennes. Entre temps, les viols, arrestation et harcèlement des homosexuels continuent en Tunisie dans l'indifférence totale de ces politiciens. Pire encore : On en voit quelques uns qui sortent dans les médias ou sur leur pages facebook demandant plus de rigueur pour combattre «ce phénomène des mécréants».

De ce fait, et à la lumière de cet encouragement -parfois tacite, parfois explicite- de la sphère politique tunisienne à persécuter les homosexuels, il sera, donc, normal qu'un Chef d'entreprise étranger ouvertement gay sur sa page facebook, vienne en Tunisie dans le cadre du projet Smart Tunisia et se retrouve en prison à cause de l'article 230. Toujours «grâce» à cet article 230 «tant aimé» par certains de nos politiciens, si un jour Tim Cook, le PDG d'Apple, visite la Tunisie, notre chère police républicaine pourra l'arrêter pour «Sodomie». Certes, il est toujours possible que la police ferme les yeux sur ces étrangers typés caucasiens (blancs aux yeux bleus), mais il y a toujours un risque que cette accusation de «Sodomie» soit doublée d'une discrimination raciale.

Loi 52 : Ou comment réprimer légalement les éléments qui gênent

Faut-il encore rappeler l'incident diplomatique que nous ont causé quelques policiers à l'aéroport de Tunis Carthage qui ont violenté un diplomate sénégalais avec son fils ? Jusqu'à aujourd'hui, et sauf erreur de notre part, aucune information n'a filtré sur un arrêt de travail de ces policiers suite à une enquête sérieuse. L'affaire a été, vraisemblablement, vite étouffée renvoyant une image exécration de la Tunisie aux yeux des investisseurs étrangers qui, à l'époque, ont eu peur de se rendre chez nous. Surtout ceux qui ont le teint basané. Et là il faudra, probablement, apprendre à nos chers policiers qu'il y a des hommes et des femmes étrangers de couleur et qui sont très haut placés dans des grandes entreprises dont le Chiffre d'Affaire dépasse même l'entier budget de l'Etat tunisien !

La liste de ces aberrations dans le code pénal tunisien est encore longue. On citera par exemple cette maudite loi 52 (consommation de cannabis) dont des milliers de jeunes ont été incarcérés à cause. Le dernier à y passer ? Un fameux rappeur tunisien connu par ses textes virulents envers le gouvernement : Klay BBJ. En sortant de chez lui pour se rendre à son concert à Hammamet, ce dernier s'est fait interpellé par la police et a été accusé de consommation de stupéfiant (voir

ce [lien](#)).

Votre site de e-business peut vous faire ôter votre liberté civile

Dans l'article 226 bis, on peut lire, également : «Est puni de six mois d'emprisonnement et d'une amende de mille dinars quiconque porte publiquement atteinte aux bonnes mœurs ou à la morale publique par le geste ou la parole ou gêne intentionnellement autrui d'une façon qui porte atteinte à la pudeur.

Est passible des mêmes peines prévues au paragraphe précédent quiconque attire publiquement l'attention sur une occasion de commettre la débauche par des écrits, des enregistrements, des messages audio ou visuels, électroniques ou optiques».

En d'autres termes, si vous ouvrez un projet de vente en ligne, basé en Tunisie, où parmi les produits que vous mettrez sur votre site, on verra de la lingerie féminine, des sextoys et/ou des lubrifiants, vous risquez 6 mois de prison, au grès du ministère public et des juges, bien entendu !

Dans un pays où le citoyen et les visiteurs étrangers n'ont pas de garantis pour leur intégrité physique à cause des lois liberticides qu'on refuse d'abroger par petit calcul politiciens, on ne peut parler d'incitation à l'innovation et d'investissement dans l'économie numérique ou d'économie tout court.

En ayant quelques personnes qui se croient au dessus de la loi car ils détiennent un peu de pouvoir (allant du corps de la police jusqu'aux juges) et qui agissent en tout impunité, tous les programmes de relances économiques ne vaudront absolument rien. A bon entendre.

Welid Naffati



22-10-2015

Mauritanie: Mbarka, Une jeune femme raconte l'esclavage en Mauritanie!

Mbarka ne sait pas son âge car elle ne détient aucun papier d'état civil, elle sait comment dire avec un grand courage comment elle a vécu son calvaire d'esclavage et comment elle a été victime de service sexuels par ses maîtres..«

Initi.net: où sont tes parents ?

Mbarka Mint Essatim : Mon père se trouve à Nouakchott depuis toujours ainsi que mes tantes, ma mère habite à El Asma (akjoujt) avec mon frère.

Initi.net: pourquoi et quand est ce que tu as quitté ta famille ?

Mbarka : Je l'ai quitté dès la promulgation de la loi incriminant l'esclavage pendant le règne de Sidi Ould Cheikh Abdallahi.

Initi.net : Non, non. je ne parle pas de tes maîtres, mais ta famille (ton père et ta mère) ?

Mbarka : je les ai quitté à l'âge de 5ans, quand la maîtresse de ma mère, en l'occurrence, Fatma El Ghalia a demandé à ma mère de me l'envoyer pour la servir, ce qui fut fait par ma mère !

Initi.net: Comment tu expliques la rapidité de la réponse de ta maman à la demande de Fatma El Ghalia ?

Mbarka : Mariem El Ghalia a prétendu avoir besoin de moi pour de petits travaux domestiques, étant entendu que pour elle nous sommes tous sa propriété privée car notre maman est son esclave, et il est tout a fait normal qu'elle dispose de nous comme elle veut !

Initi.net: combien de temps tu as fait avec ta maîtresse (Fatma El Ghalia) ?

Mbarka : depuis que j'avais 5 ans jusqu'à cet âge !

Initi.net: Est-ce que tu peux nous citer les noms de tes maîtres ?

Mbarka : je servais tout le monde, je l'avais les habits des « filles » (les jeunes maîtresses) en plus de mon rôle de garde d'enfants et tous les autres travaux domestiques.

Initi.net: Tout cela s'est passé quand tu étais en brousse et/ou en ville ?

Mbarka : En brousse et en ville, j'étais obligée de laver les habits, et de faire la vaisselle jusqu'à des heures tardives dans la nuit alors que mes maîtres dormaient et le matin je dois aller au marché. Je suis la seule personne qui bouge dans la famille et tous les travaux m'attendent ! je suis la dernière à dormir et la première à se lever

Initi.net: Ou est ce que tu dormais ? et est ce que tu avais un lit adéquat ?

Mbarka : On m'avait réservé un coin isolé hors de la maison familiale, malgré mon âge. Il s'agit d'une vieille boutique sans porte à quelques mètres de leur maison, et ouverte de tous les cotés sur la rue.

Initi.net: Au début, où se trouvait ta demeure ?

Mbarka : En brousse, il n'y avait pas de différence, si nous dressons la tante de ma maîtresse (fatimetou El ghalia Mint Hréteni) on me construit une petite hutte à coté d'elle et la distance qui nous sépare est assez longue en général.

Initi.net: Qu'est-ce qui différencie ta demeure ? Est-ce qu'elle est meublée ?

Mbarka : Non elle n'était pas meublée, j'avais une natte que j'avais achetée lors de mon premier mariage et je la garde jusqu'à présent.

Initi.net: Est-ce que tu avais un salaire ? Si oui, combien ?

Mbarka : Non, je n'avais pas de salaire, mais le fils de ma maîtresse (Brahim Salem) a eu l'habitude de me donner des sommes a l'occasion des fêtes (les trois fêtes religieuses) qui variaient entre 4000 et 6000 Ouguiya.

Initi.net: Quelle est la nature des relations louches, que tu avais évoquée lors de la conférence de presse organisée par IRA a l'hôtel El Khater, avec les fils de la famille Ehl Bouh ?

M'Barka : Il s'agit d'une relation louche qui m'a toujours liée d'abord à Brahim Salem Ould Bouh, c'est le fils aîné de ma maîtresse. Il habite à Tavragh Zeina à Nouakchott, propriétaire d'un magasin de gaz au ksar. Ça a commencé quand nous avons déménagé vers la brousse. Il m'a violée plusieurs fois !

Initi.net: Etait-ce la première fois où tu t'est exposée au viol ?

M'Barka : Oui, c'était la première fois.

Initi.net : A l'époque, quel était ton âge ?

M'Barka : Je ne sais pas au juste, mais je venais juste de porter le voile. Je n'étais pas habitué à l'ajuster sur ma tête.

Initi.net : Bien ! Que s'est-il passé exactement ?

M'barka : Il a envoyé les animaux à l'abreuvement et m'a demandé de l'accompagner. (Et de M'Barka de se taire un instant puis de reprendre après). Le fait de m'ordonner de l'accompagner en pareil moment était inhabituel. Arrivés loin, dans un lieu reclus, il m'a menacée à mort si je ne me soumettais pas à ses désirs. Là j'étais seule. Je n'avais pas les moyens du défi. Alors il a commencé à essayer de me violer.

Initi.net : Cela veut dire qu'il aurait pu te tuer si tu n'avais pas obtempéré à son invitation à pratiquer la bassesse ?

M'Barka : Lorsque nous sommes arrivés quelque part, il m'a demandé de descendre de sa voiture (Land Creuser) et de ramasser du bois afin de lui permettre de préparer, lui-même, son thé. Je me suis blottie, après, dans un coin de la natte et me mis à attendre. Soudain, il m'a offert un verre de thé que j'ai refusé de prendre devant lui parce que je n'en avais pas l'habitude. Alors il se lève et me demande de lui masser les pieds. C'est ensuite qu'il m'intime l'ordre de m'approcher et se couche sur moi contre ma volonté.

Initi.net : Qu'est-ce que tu as fait ? As-tu crié par exemple ? As-tu manifesté de résistance à ses désirs ?

M'Barka : J'ai tenté de l'empêcher, mais il m'a menacé. Je le craignais pour les bastonnades et les tortures qu'il me faisait subir. Bref, j'avais peur de lui. Je pleurais et criais lorsque j'ai vu le sang couler de moi. Il me grondait et m'ordonnait de me taire en ces termes « Tais-toi, salope ! » Ainsi

se sont passées les faits, la première fois. Puis nous quittâmes alors que je n'arrivais pas à me tenir debout. Lorsque la voiture s'est arrêtée au puits, j'étais épuisée tant j'ai perdu toute mes forces. Malgré tout il m'a contrainte à m'archer et à l'aider à abreuver les dromadaires. Tout en sachant que je ne pouvais pas, je n'avais pas le choix. J'étais obligé, en dépit de mon piteux état de courir pour rabattre le dromadaire vers le bassin. Sur le chemin de retour, il m'exige de garder le silence sur ce que j'ai subi et de n'informer personne faute de quoi j'encourrais les supplices les plus cruels.

A l'arrivée, on me demanda ce qui se passait car tout le monde s'est aperçu de ma fébrilité du fait de mon déséquilibre dès que je veille m'asseoir face à la marmite. J'ai prétendu, conformément aux désirs de mon maître violeur (Brahim Salem), que c'est du aux douleurs abdominales conséquences du froid.

Initi.net : A-t-il récidivé ? Et où ?

M'Barka : Oui, il a récidivé tant de fois. Il me prenait chez sa maman, Fatma El Ghaliya à Toujounine. Et bien avant lorsque nous étions en brousse, nous avions trois tentes : une pour sa mère, la deuxième qui était une forme de hutte où je passais la nuit ; la troisième était la tente des bergers. C'est dans celle-ci qu'il me prenait pour ses forfaits, prétextant qu'il voulait que je lui masse les pieds. Ainsi j'ai subi les viols coup sur coup.

Initi.net : Est-ce que Brahim Salem était marié ? Et est-ce que tu t'es plaint de lui auprès de sa mère ou son épouse ?

M'Barka : Oui, il est marié. J'ai même su par la suite que son épouse était informée de ses forfaits, mais elle n'en pas fait cure.

Initi.net : Quelles sont les conséquences de ces viols ?

M'Barka : Lorsque nous sommes rentrés en ville (Tevragh Zeïna) j'étais chargée des travaux ménagers. En l'absence de la bonne je dois supporter comme de coutume dans tout ce qu'il faut. Mais Brahim Salem continuait toujours ses vices. A noter que je n'entretenais aucune relation avec un quelconque homme. Un jour que j'étais préoccupée par ma situation, j'ai recouru à sa fille, Houriya à qui je me suis confiée en disant que je ne savais pas ce qui m'arrivait puisque je sentais mon ventre s'enflait et s'alourdissait. Surprise, elle me demande pourquoi et quelle relation me liait avec son père tout en me priant de garder le secret quel que soit ce qui m'arrive... Personne n'a daigné m'entretenir sur ce sujet bien que tout le monde était au courant de mon état de grossesse. Ils ont préféré se réfugier derrière le silence, sachant que je n'avais aucun rapport avec les hommes.

Après mon accouchement, j'ai reçu la visite de Messaouda (une parente) et ma mère qui m'ont demandée implorant est-ce que c'est Brahim Salem qui est le père de Oueïchita, ma fille, sinon c'est alors son feu frère (Mohamed) qui en est l'auteur. J'ai nié avec force et détermination, car j'avais peur de lui. Lorsque j'étais enceinte et que sa sœur à lui m'a demandé je lui ai affirmé que c'est son frère, Brahim Salem qui est à l'origine de mon état de grossesse. Aussitôt, elle m'a demandé de ne pas divulguer le secret contre quoi elle s'occupera de l'affaire si le bébé qui naîtra est blanc, mais le niera s'il est noir. Finalement ils ont refusé la reconnaissance de la fille. Quelque temps après, une autre personne s'est introduite dans cette relation. Il s'agit de El Ghotob, le fils aîné de Brahim Salem. Il attendait la nuit pour venir m'agresser poursuivant ainsi les œuvres de son père, en l'occurrence, les viols auxquels celui-ci me soumettait.

Initi.net : Quel est l'âge de ce dernier violeur ?

M'Barka : Je ne sais pas exactement, mais c'était le fils aîné de Brahim Salem. Il était lui aussi marié.

Initi.net : Comment s'est passé ton premier mariage ? Et quels sont les obstacles qui l'ont jalonné s'il y en avait eu ?

M'Barka : (Elle soupire, reprend son souffle et continue.) Après un instant, Dieu m'a gratifié de mariage légal d'un homme dénommé Isselmou qui était berger au service de Brahim Salem. Il est d'une tribu du Sud dite Tejekanit. Il me donna ma troisième fille, Ezouha. Mais c'est un mariage qui sera de courte durée car mon mari voulait m'amener chez lui en brousse où il vivait ; ce que mes maîtres refusèrent. Ainsi il a disparu pendant longtemps. Alors je lui ai envoyé pour l'informer de

mon mécontentement. Il a accepté mes exigences espérant que notre mariage puisse continuer. Il m'a adressé une somme de 30000 UM avec Brahim Salem que j'ai reçu en trois tranches et à des moments différents. C'est dernier qui viendra me voir porteur de la lettre de divorce.

Initi.net : A qui revient le mérite de t'avoir libérer du joug de l'esclavage d'Ehel Bouh ?

M'Barka : Je me suis mariée avec Moktar qui était lui aussi chauffeur chez Brahim Salem et c'est avec lui que je suis allée à Nouakchott. Il m'a beaucoup aidé à porter mon affaire auprès des organisations des droits de l'homme (surtout le président Biram et son organisation). Ceci lui a coûté son poste dont il a été chassé après ma plainte introduite à la justice.

Initi.net : que tu as récupéré les fillettes, que réclames-tu encore de tes maîtres ?

M'Barka : J'ai passé toute ma vie esclave dans cette famille où j'ai perdu tout mon avenir, sachant alors que je ne sais ni lire, ni écrire. Je ne sais non plus comment prier,. La famille d'ehel Bouh ne ma jamais initié à cela. C'est le cas aussi de mes fillettes qui n'ont aucune pièce d'état civil. j'ai été violé, humilié... De façon générale, je réclame réparation de toute ma vie antérieure, si nous sommes dans un pays de droit ?!

Initi.net : Est-ce que tu demandes aussi Brahim Salem de reconnaître sa fille, Oueïchita ?

M'Barka : Ça c'est un sujet que je souhaite traiter avec lui personnellement.

Entretien réalisé par Initi.net

AL HUFFINGTON POST

22-10-2015

Honorer l'islam par une fatwa édictant que l'homophobie viole la religion!

Il est un fait sur lequel il n'est plus permis de fermer les yeux: l'avancée sournoise d'un terrorisme religieux dans les têtes qui est certes minoritaire, mais qui fait du bruit et des dégâts.

On l'a vu dernièrement à Sfax où certains activistes guère différents des bandits et des terroristes veulent transformer un simple imam en Dieu et la religion qui a aboli les idoles en une mafia.

On l'a vu aussi sur la chaîne de télévision Zeitouna qui, commentant l'action salutaire de l'association Shams, se permet une désinformation éhontée, appelant à la haine en violation de la légalité nationale, la constitution prohibant l'anathémisation.

Rouiched le menteur?

En cette atmosphère délétère, il est impératif que les plus hautes autorités prennent leurs responsabilités entières afin de mettre le holà à une telle dérive fascisante.

Si la décision du ministre du culte est juste et doit être appliquée, bannissant les fauteurs de trouble de nos moquées qui doivent rester à l'écart du malsain jeu politique, on attend que les responsables politiques prennent les décisions qu'il faut et qu'impose le vivre-ensemble paisible dans le pays.

Le ministre de la Justice a eu en ce sens une saine attitude appelant à l'abolition de l'homophobie; mais ni le président de la République ni le chef du parti de l'opposition islamiste n'ont osé avoir l'attitude juste qui devait être la leur. Et le voilà démis de ses fonctions!

M. Ghannouchi s'est aussi offert de nouveau le luxe de se démentir en refusant aujourd'hui ce qu'il acceptait hier. Aussi, à continuer ainsi à mentir sans vergogne, il finira par mériter le surnom de menteur.

On sait qu'en arabe la réduction du prénom de celui qui faute par le mensonge est une forme

éminente de style pour accentuer la gravité de ce véritable péché en islam.

Que M. Rached Ghannouchi prenne donc garde, à trop user de mensonge, à ce que l'histoire ne fasse de lui l'alter ego de Mousaylima le menteur (dont le vrai prénom était Maslama), devenant Rouiched le menteur!

Nous ne lui souhaitons pas eu égard à ses qualités politiques par ailleurs avérées, même si elles sont le plus souvent mal instrumentées et en déphasage avec les exigences de la Tunisie révolutionnaire qui impose que l'homophobie soit définitivement enterrée en Tunisie en tant que marqueur de la démocratie et en respect de l'esprit et de la lettre authentiques de l'islam.

Une exception Tunisie

En cela, la destinée de notre pays est de continuer à innover, justifiant être l'exception qu'on se targue de lui trouver aujourd'hui sans vouloir concrétiser cette réalité bien vérifiée auprès du peuple, tolérant dans sa majorité et libertaire même.

En cette matière, il pourrait ainsi être le premier pays arabe et musulman à bannir l'homophobe sur son sol en conformité avec un islam enfin correctement interprété.

Il le fera comme il a eu déjà le courage de le faire en 1846 quand le Bey de Tunis Ahmed 1er (1837-1855) a aboli l'esclavage en son royaume et ce bien en avance sur tous les pays arabes et musulmans ainsi que nombre d'États européens, comme l'Espagne et le Portugal.

Lisons Auguste Barthélemy saluer cet acte majeur dont nous appelons la réédition pour ce qui est de la tare antédiluvienne qu'est l'homophobie:

"Écoutez! Jusqu'aux cieux un grand bruit est monté:

Hourra! L'Afrique pousse un vent de liberté.

Et ce cri de l'Atlas, que l'écho répercute,

Fait tressaillir le "noir" accroupi sous la hutte.

Pendant que notre loi n'ose encore abroger

Les bazars de chair noire, autour des murs d'Alger,

Le Sultan de Tunis abolit l'esclavage;

Le pied du "noir" est libre en touchant son rivage.

Dans le marché public ou pendait le carcan,

Les fers au lieu de lui sont vendus à l'encan.

Que le Dieu tout puissant le couvre de son aile

Que l'Europe à ses rois l'impose comme modèle,

Que son glorieux nom éternise mes vers!

Sur un cap africain dominateur des mers,

Avec les fers brisés de la traite abattue,

Que l'Europe chrétienne érige une statue,

Où la philanthropie écrit de sa main.

Ahmed Bey de Tunis, ami du genre humain"

Une fatwa pour honorer l'islam

Rappelons que l'abolition de l'esclavage a été rendue possible par un avis religieux (fatwa) émanant du célèbre juriste mufti de la République Sidi Ibrahim Riahi, considéré parmi les saints protecteurs de l'islam en Tunisie.

Que le mufti, dont on soupçonne à juste titre des inclinations islamophobes prenant source dans l'islam judéo-chrétien qu'est le wahhabisme, suive donc l'exemple de son illustre prédécesseur en osant édicter une fatwa qui ouvre la voie à l'abolition de l'homophobie en Tunisie pour honorer le vrai islam!

En effet, les valeurs de notre foi sont violées par l'homophobie; les préceptes islamiques de tolérance et de justice commandent son abolition au plus vite pour stopper l'avancée sournoise de Daech dans les têtes!

Car de deux choses l'une: où l'islam condamne l'homosensualité, et il faut alors faire comme l'Arabie saoudite en mettant à mort l'homosensuel; ou l'islam ne condamne pas ce sexe naturel chez une minorité humaine, mais parfaitement répandu dans la nature, et on doit alors arrêter de brimer des innocents au nom d'un islam ainsi défiguré!

À quand donc une fatwa du mufti tunisien reconnaissant que l'homophobie viole l'islam et autorisant son abolition en Tunisie? C'est ainsi qu'il se dédouanera des soupçons qui le concernent tout en honorant vraiment l'islam, foi d'amour et de justice.

Si nécessaire, s'il refuse de remplir son devoir de rendre justice à l'islam, le mufti doit être remplacé. Ce sera une raison bien valide pour que l'islam en Tunisie ait, comme par le passé, un véritable serviteur de son esprit pur et non de cette caricature qu'on veut lui imposer, l'Antéislam wahhabite daéchien!



23-10-2015

Lieux saints de Jérusalem: l'Unesco condamne l'agression d'Israël

Dans un contexte de vives tensions israélo-palestiniennes alimentées par la question sensible de l'accès aux lieux saints, l'Unesco vient d'adopter une résolution critiquant la politique d'Israël à Jérusalem.

L'Unesco a condamné mercredi, dans une résolution, "les agressions israéliennes et les mesures illégales limitant la liberté de culte et l'accès des musulmans au site sacré de la mosquée al-Aqsa" sur l'ultra-sensible esplanade des Mosquées à Jérusalem.

Elle "déploie vivement" en outre les "irruptions persistantes d'extrémistes de la droite israélienne sur le site" et "exhorte Israël" à "prendre les mesures nécessaires pour empêcher les agissements provocateurs qui violent (son) caractère sacré".

L'esplanade des Mosquées à Jérusalem, lieu sacré tant pour les musulmans que pour les juifs est le théâtre de confrontations régulières entre les jeunes Palestiniens de tendance radicale et la police israélienne qui ont fait en un mois 41 morts, côté palestiniens, et 9 morts, côté israélien.

La directrice générale de l'Unesco Irina Bokova a toutefois "déploré" les initiatives susceptibles d'être "perçues comme des modifications au statut de la Vieille Ville de Jérusalem et de ses remparts", appelant le Conseil exécutif de l'organisation à "prendre des décisions qui n'alimentent

pas davantage les tensions sur le terrain".

Il s'agit notamment du paragraphe qui aurait modifié le statut du mur des Lamentations, lieu saint juif, en affirmant que la place Buraq, devant laquelle il se situe, faisait partie intégrante de la mosquée Al Aqsa, lieu saint de l'islam. Cette revendication palestinienne qui avait suscité la colère de l'Etat hébreu a été finalement retirée du texte définitif de la résolution.

Le texte a recueilli 26 voix en sa faveur, tandis que six délégations ont voté contre, 25 se sont abstenues et une dernière était absente au moment du vote.

Quoi qu'il en soit, Israël a dénoncé le vote "honteux" de l'Unesco sur les lieux saints à Jérusalem. Selon le ministre israélien de l'Intérieur, Silvan Shalom, "l'Unesco est une organisation très hostile envers Israël".

"Ce n'est pas la première fois qu'ils font ça. Ils peuvent même décider que la terre est plate, ils ont une majorité automatique, tous les votes sont contre Israël", a fulminé le ministre devant les journalistes à Paris.

Et d'ajouter que L'abandon du paragraphe portant sur le mur des Lamentations était le résultat de "l'immense pression exercée par les Etats-Unis".

En vertu des règles tacites, les juifs peuvent se rendre sur le site, à la fois troisième lieu saint de l'islam et le plus révérend du judaïsme, sous le nom de mont du Temple, mais seuls les musulmans ont le droit d'y prier.

La vieille ville de Jérusalem et ses remparts sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, dont la Palestine est devenue membre à part entière en 2011, une étape considérée comme majeure vers sa reconnaissance en tant qu'Etat

AL HUFFINGTON POST

22-10-2015

Plus de 30 000 personnes risquent de mourir de faim au Soudan du Sud

Plus de 30 000 personnes risquent de mourir de faim dans les régions du Soudan du Sud les plus ravagées par la guerre civile et des dizaines de milliers d'autres sont au bord de la famine, averti jeudi l'ONU.

Bien que l'état de famine n'y ait pas été officiellement déclaré, le Soudan du Sud traverse sa pire phase en 22 mois d'un conflit marqué par de nombreuses atrocités et "30 000 personnes au moins vivent dans des conditions extrêmes et risquent mourir de faim", selon un communiqué commun publié par trois organisations des Nations unies, l'Unicef, la FAO et le PAM.

Les zones les plus touchées par le conflit, qui se traduit notamment par un blocage de l'aide, se situent dans l'Etat d'Unité, dans le nord riche en pétrole, précisent le fonds des Nations unies pour l'enfance, l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation et le Programme alimentaire mondial. En dépit d'un accord de paix signé fin août, des combats intenses s'y déroulent, accompagnés d'enlèvements en grand nombre et de viols de femmes et d'enfants, écrivent les trois organisations.

"Sans un accès illimité à l'aide humanitaire, l'insécurité alimentaire peut s'aggraver et se transformer en famine dans certaines parties de l'Etat d'Unité", avertit le communiqué.

Le Soudan du Sud est le théâtre depuis décembre 2013 d'une guerre opposant l'armée régulière fidèle au président Salva Kiir à une rébellion dirigée par son ancien vice-président et rival, Riek Machar.

La guerre civile, marquée par des massacres et des atrocités d'une violence inouïe attribués aux deux camps, a fait depuis décembre 2013 des dizaines de milliers de morts et chassé quelque 2,2 millions de Sud-Soudanais de leurs foyers.

"Depuis le début des combats il y a près de deux ans, des enfants sont victimes du conflit, de la

maladie, de la peur et de la faim", rapporte notamment le responsable de l'Unicef pour le Soudan du Sud, Jonathan Veitch.
"Leurs familles se sont montrées exemplaires dans leur soutien, mais elles ont épuisé aujourd'hui tous les mécanismes pour faire face. Les agences peuvent leur venir en aide, mais seulement si nous avons un accès complet (aux zones affectées). Sinon, de nombreux enfants risquent de mourir", ajoute-t-il.
Une famine n'avait pu être évitée il y a un an que grâce à une intervention massive des organisations humanitaires.

AL HUFFINGTON POST

21-10-2015

Appel au Conseil de l'ordre des avocats: Exigez l'abolition de cette honte qu'est l'article 230 Code pénal!

Monsieur le Bâtonnier,

On s'attendait à voir le Conseil de l'ordre des avocats prompt à dénoncer les pratiques moyenâgeuses du test anal et saisir cette occasion pour exiger l'abolition officielle de leur base légale, l'article 230 du Code pénal.

Cet article scélérat est devenu nul et non avenue depuis les acquis de la nouvelle Constitution en droits et en libertés, ainsi que le veut un État de droit qui se respecte.

Des avocats du diable

Or, à ce jour, il n'en a rien été et on voit même des ténors du barreau, jouant aux avocats du diable, prétendre justifier cet article de la honte par la Constitution même, qui ne garantirait pas, d'après eux, la liberté sexuelle. Ils n'hésitent ainsi pas à tenir des arguments relevant et de l'intégrisme religieux et d'un intégrisme juridique honteux pour une démocratie naissante comme la Tunisie.

Les moins malintentionnés parmi de tels avocats du diable cherchent à cacher leur gêne et/ou leur homophobie latente ou assumée en prétendant que le moment n'est pas propice à une nécessaire réforme qui serait un luxe pour une société pas prête à les entendre à une telle évolution fatale.

Ce qui est archifaux, car il est plus urgent que jamais d'arrêter la daéchisation rampante des esprits à laquelle on assiste en osant s'attaquer à ce qui empêche le saut qualitatif de notre pays vers la démocratie et un vivre-ensemble pacifique de tous avec les différences et les spécificités de chacun. Or, notre société est tolérante dans l'âme!

L'homophobie est du terrorisme

L'homophobie est au coeur du rejet d'autrui, elle constitue un frein dans l'inconscient qui nous empêche d'accepter le différent. L'abolir maintenant, c'est permettre de lever ce frein qui vicie notre imaginaire, base de notre comportement conscient. Voilà pourquoi l'abrogation de l'article 230, déjà nul de nullité absolue, est une oeuvre d'intérêt national prioritaire.

Aujourd'hui, l'homophonie alimente un terrorisme mental rampant et prépare le pays à une daéchisation qui gagne du terrain, même dans des têtes supposées bien faites. Il est de la responsabilité des juristes, et des avocats surtout censés défendre les libertés, d'exiger l'abolition d'un texte scélérat, survivance de la dictature et de la colonisation, qui viole de surcroît l'islam correctement interprété.

Que des paroles injustes et iniques viennent de la part d'avocats au service de l'islam intégriste qui entend violer l'islam tunisien populairement tolérant et respectueux des libertés privatives, cela ne saurait étonner quand on sait les moyens faramineux dont dispose l'islam radical pour servir diaboliquement sa cause attentatoire aux vraies valeurs islamiques.

Ce qui est inadmissible est que le Conseil de l'Ordre ne prenne pas de position que ses devoirs de défenseur des valeurs humanistes lui imposent, outre l'éthique. Celle-ci commande incontinent d'abolir une homophobie faisant le lit de l'intégrisme qui n'est que le rejet d'autrui, l'homosensuel

étant la figure emblématique du différent absolu.

L'islam n'est pas homophobe

D'autant plus que dire une telle parole de vérité reviendra à défendre aussi notre religion dont les faussaires caricaturent les valeurs et les défigurent bien plus atrocement que ses ennemis.

Car l'islam n'est nullement homophobe, le Coran n'ayant jamais prescrit, comme la Bible, l'interdiction de ce sexe particulier que l'on retrouvait chez d'augustes jurisconsultes, non seulement pratiqué, mais aussi chanté. L'homoérotisme en islam est une vérité incontournable. Dans le Coran, nous n'avons qu'un rappel de l'ordre juridique passé, consacré par une prohibition biblique que l'islam n'a pas reprise à son compte. Or, en droit islamique, le principe demeure la licéité en l'absence de prescription expresse.

Si le Coran a parlé dans divers versets de l'histoire des gens de Loth, il n'en a tiré aucune prescription expresse, ayant saisi que ce sexe relève de la nature et n'était nullement contraire à elle; ce que confirmera la science bien plus tard, au demeurant.

C'est aussi ce qu'avait compris la culture de la Grèce antique où on magnifiait l'amour dit grec, et qui a eu l'influence qu'on sait sur la civilisation arabe islamique.

S'agissant de la tradition avérée du prophète - celle consignée dans les deux compilations majeures faisant foi de Boukhari et de Mouslem, elle ne comporte aucun dire en la matière. Abou Hanifa et Chafaï, dans le plus véridique des deux récits rapportés de ce dernier, confirment d'ailleurs que rien n'est attesté de la part du prophète sur la question.

L'homophobie en islam est une pure création jurisprudentielle qui a été l'oeuvre de jurisconsultes dont la plupart - ainsi que noté par Ibn Khaldoun - avaient l'imaginaire et l'inconscient influencés par la tradition judéo-chrétienne.

Nos jurisconsultes ont élaboré de par leur propre effort d'interprétation une construction jurisprudentielle en alignant l'homosensualité sur l'adultère qui fait l'objet d'une prescription expresse. Si cet ijtihad était assez conforme à la mentalité de l'époque, il est devenu obsolète aujourd'hui et nécessite un nouvel effort, l'ijtihad étant une nécessité continue en islam.

Ce qui montre l'illégitimité de l'alignement du sexe homophile avec l'adultère, c'est qu'on en a fait la pire des turpitudes, bien plus grave que celle de l'adultère servant d'étalon pour la comparaison.

Un tel raisonnement illogique ne peut plus faire foi en une religion se voulant rationaliste et juste, nullement contradictoire avec les acquis de la science et les valeurs humanistes.

L'exception Tunisie

C'est donc l'humanisme de l'islam qu'il s'agit de préserver en exigeant l'abolition immédiate d'un texte de loi que l'esprit et la lettre de la Constitution ont vidé de toute pertinence.

Le Conseil de l'ordre ne saurait ne pas y contribuer. D'autant plus que, ce faisant, il sauvegardera l'éthique de son action et de sa mission au service des libertés publiques comme privées.

Alors, Monsieur le Bâtonnier, à quand une position officielle, nette et claire, du Conseil de l'ordre des avocats dénonçant les honteux agissements immoraux des tests anaux et exigeant l'abolition sans plus tarder de l'article 230, condensé de la scélérateuse de l'arsenal juridique de la dictature déchue?

C'est une question d'honneur, aussi bien celui de l'ordre des avocats tunisiens que de la Tunisie sur son chemin périlleux vers la démocratie. Abolir l'homophobie, c'est consolider cette exception tunisienne dont les ennemis de la démocratie ne veulent pas, ligués pour faire avorter la démocratisation du pays.

La Tunisie mérite le meilleur, son peuple étant mûr pour un État de droit, respectueux des libertés privatives et révérencieux des droits de tout un chacun. C'est cela qui fera l'exception Tunisie; contribuez donc à son advenue, Monsieur le Bâtonnier de l'ordre des avocats!

مقالات باللغة العربية

المصدر

المقال



20-10-2015

مجلس اليزمي يدعو إلى المساواة ما بين المرأة والرجل في الإرث وينتقد تبخر وعود الدستور

دعا المجلس الوطني لحقوق الإنسان إلى تعديل مدونة الأسرة بشكل يمنح للمرأة حقوق متساوية مع الرجل بما في ذلك الإرث، موجها انتقادات لاذعة إلى مسار العمل التشريعي بعد أربع سنوات من الدستور.

وشدد المجلس في تقرير موضوعاتي حول "وضعية المساواة والمناصفة في المغرب: صون إعمال غايات وأهداف"، قدمه المجلس الذي يرأسه ادريس اليزمي اليوم الثلاثاء 20 أكتوبر، على "سحب كل الإعلانات التفسيرية المتعلقة باتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة والعمل على تعميم هذه الاتفاقية على نطاق واسع".

تبخر لوعود الدستور

واعتبر مجلس اليزمي أنه "بعد أربع سنوات من تبني الدستور، اتسم مسار العمل التشريعي بالتبخر التدريجي للوعود التي جاء بها القانون الأسمى"، فيما يخص التأخر في إحداث هيئة المناصفة ومكافحة أشكال التمييز والمجلس الاستشاري للأسرة والطفول، وضمان تمثيلية النساء في تعيين وانتخاب أعضاء هذه المحكمة، زد على ذلك عدم تضمن القانون التنظيمي المتعلق بالتعيين في المناصب العليا لأي مقتضى خاص بإرساء المناصفة.

ودعا في هذا السياق، الحكومة إلى تسريع إحداث هيئة المناصفة ومكافحة أشكال التمييز و تخويلها اختصاصات الحماية والوقاية والنهوض بالمساواة والمناصفة بين الجنسين، وتخويل السلطات التي تمكنها من الاضطلاع بأدوار توجيه وتتبع وتقييم مدى تنفيذ كافة التشريعات والسياسات العمومية، وسن قانون يعرف التمييز ويعاقب عليه وينص على عقوبات ملزمة قانونا ومتناسقة وراذعة.

وشدد في نفس السياق على ضرورة التسريع بإخراج المجلس الاستشاري للأسرة والطفولة والحرص على ارتكازه على أساس احترام الحقوق الأساسية لمجموع أفراد الأسر.

مساواة في الإرث

إلى ذلك، وجه المجلس انتقادات لاذعة للمقتضيات القانونية المنظمة للإرث، واصفا إياها بـ"غير المتكافئة" في الرفع من الهشاشة وفق الفتيات والنساء، ميرزا ان الوقف والقواعد التي تحكم أراضي الجموع تساهم في تجريدهم من حقهم في ملكية الأرض أو في الإرث، داعية في هذا السياق إلى "تعديل مدونة الأسرة بشكل يمنح للمرأة حقوق متساوية مع الرجل في ما يتصل بانعقاد الزواج وفسخه وفي العلاقة مع الأطفال وكذا في مجال الإرث".

من جهة ثانية، اعتبر أن التعديلات المتعاقبة التي همت التشريع الجنائي لا يزال يهemin عليها الطابع الأبوي ويمس الحريات الفردية، موضحا في هذا السياق أن الأحكام المتعلقة بالاغتصاب مثلا تخلق نوعا من التراتبية في التعامل مع الضحايا، وهو الأمر الذي ينطبق عن الحق في الإجهاض باعتباره يضع النساء أمام وضعية عدم مساواة اجتماعية، والتي تشكل مسا بحرية النساء.

تنفيذ مقتضيات ميثاق إصلاح العدالة

وفيما يخص ولوج النساء إلى العدالة، اعتبر أن التطورات الأخيرة التي عرفها هذا المجال، لا يمكن أن يخفي جملة من الحقائق، وفي مقدمتها "عدم توصل نصف النساء بمستحقات النفقة بشكل منتظم، وربع النساء لم يحصلن على هذه النفقة على الإطلاق"، إذ شددت توصياته في هذا الصدد على تنفيذ مقتضيات ميثاق إصلاح العدالة واتخاذ التدابير الكفيلة بتعزيز ولوج النساء للقضاء العادي والاستعانة بمرجع محلف عندما يتعلق الأمر بإحدى القضايا التي يكون فيها أحد الطرفين أو كليهما لا يتحدث العربية.

فاطمة الزهراء جبور



19-10-2015

المصادقة على تمكين المرأة من اصطحاب أبنائها إلى الخارج دون ترخيص أبوي

باب نات - صادقت الاثني عشر 19 أكتوبر لجنة الحقوق والحريات بمجلس النواب على مشروع قانون أساسي يتعلق بتنقيح وإتمام القانون عدد 40 المؤرخ في 14 ماي 1975 والمتعلق بجواز السفر ووثائق السفر

ويلغي هذا القانون مظاهر التمييز القائمة في إطار القانون الحالي في مجال منح الترخيص لاستخراج جواز سفر القاصر أو سحب جواز السفر أو الترخيص في سفر القاصر إلى الخارج وذلك من خلال تمكين كلا الوالدين دون تمييز بينهما من منح الترخيص أو سحبه وهو ما من شأنه تيسير تصريف شؤون الأسر



18-10-2015

نائب رئيس الجمعية: سنطعن في الفصل 230 جزائي لدى المحكمة الدستورية

في خطوة غير متوقعة قامت «جمعية شمس» للدفاع عن حقوق المثليين منذ يومين بتقديم شكوى رسمية إلى الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي البصري «الهايكا» ضد كل من الاعلامي سمير الوافي وقناة الزيتونة.

جمعية «شمس» التي عادت منذ مدة لاستقطاب الأضواء وسط تباين كبير في المواقف حول نشاطها وحول أهدافها ومنذ منتصف سبتمبر الماضي أطلقت الجمعية حملة قصد إلغاء الفصل 230 من مجلة الإجراءات الجزائية والذي يجرّم المثلية الجنسية ويقرّ عقوبة بالسجن ضد كل من يمارس اللواط او السحاق، وأنت هذه الحملة على خلفية قضية الشاب مروان الذي أخضع لفحص شرطي عنوة لإثبات علاقة جنسية مثلية بينه وبين شخص قتل في جريمة غامضة.

وهذه الحملة أثارَت بلبلة على أعلى مستوى الدولة من خلال التصريحات المتناقضة بين وزير العدل ورئيس الجمهورية التي أدلى بها عند زيارته جمهورية مصر العربية.

هناك دعوات لقتلنا؟

في تصريح لـ"الصباح" أكد الهادي الساحلي نائب رئيس «جمعية شمس» أن الجمعية تقدّمت يوم 14 أكتوبر الجاري بشكوى لـ«الهايكا» ضد كل من الإعلامي مقداد الماجري وقناة الزيتونة مؤكّدا أن القناة «قامت بالتحريض على المثليين والافتراء عليهم والحديث عن أن لهم تشريعية إباحية في تناقض تام مع المرسومين 115 و116»، وقد أفادنا الساحلي «أن الجمعية لا تملك اليوم تشريعية إباحية لأنها جمعية حقوقية بالأساس وأنها في القريب ستصدر مجلة ورقية».

كما أكد انه «الى جانب التهكم والسخرية والتحريض على القتل الذي أتته القناة قامت بتحريف عنوان شريط وثائقي أنجزه أحد أعضاء الجمعية وهو أيوب مومن وسمته القناة بشريط «نهج العورة» في اعتداء على ما اسماه

الساحلي ملكية فكرية وأدبية."

واعتبر الساحلي ان منشط البرنامج مقداد الماجري أرسل من خلال كلامه «دعوات صريحة للقتل والاعتداء على الحرمة الجسدية لأعضاء الجمعية»، قائلا «لقد قام بتكفيرنا وانتقد شكلنا وسمانا بالملتحين الجدد."

"جمعية شمس» اتهمت سفير الوافي عند استضافته لزهر العكرمي في برنامج «لمن يجرو فقط» بأنه لم يكن محايدا وكان يبتسم ويتهكم من العبارات التي قالها ضيفه عندما تحدّث عن وزير الدفاع المثلي في بريطانيا والذي فصلته مارغريت تاتشر رئيسة الوزراء البريطانية حينها عن العمل لكونه مثليا، واتهمت «جمعية شمس» الوافي بأنه لم يكن محايدا كإعلامي.

في ختام حديثه أكد الهادي الساحلي أنه وبسبب التحريض الإعلامي بات بعض نشطاء الجمعية يتعرّضون إلى اعتداءات متكررة كما أكد أن الجمعية تنتظر تشكّل المحكمة الدستورية لرفع قضية في عدم دستورية الفصل 230 من المجلة الجزائية، ويقول «لم يعد يفصل مجلس نواب الشعب عن الأجل المحدد لتشكيل محكمة دستورية إلا أسبوع والأ فان ذلك سيعدّ خرقا للدستور الجديد ونحن ما إن تتشكّل هذه اللجنة سنتقدّم بملف للطعن في دستورية الفصل 230 جزائي وهناك عدد هام من الجمعيات تساندنا في هذا المطلب".

ورغم أن وزير العدل أبدى مساندته لإلغاء الفصل 230 جزائي وعدم تجريم المثلية إلا أن رئيس الجمهورية في تصريح لقناة تلفزيونية مصرية قال حرفيا «أن كلام وزير العدل لا يلزمه إلا هو ولا يلزم الدولة التي لن تلغي هذا الفصل.» وفي تعليقه على الأمر يقول الساحلي «أولاً رئيس الجمهورية ليس جهة تشريعية ليتحدّث عن ذلك وفي اعلام أجنبي ثم أن هذا الفصل غير دستوري والفيدرالية الدولية لحقوق الإنسان تساندنا بأنه فصل غير دستوري ونحن واثقون أن المحكمة الدستورية متى انتصبت ستقر ذلك وفق الدستور الجديد".

منية العرفاوي



19-10-2015

الكاتب المغربي عبد اللطيف اللعبي وزوجته يتعرضان لاعتداء إجرامي من طرف مجهول

تعرض الكاتب والشاعر عبد اللطيف اللعبي وزوجته إلى إعتداء بالسلاح الأبيض مساء أمس الأحد 18 أكتوبر الجاري، على يد مجهول، قصد عمدا منزلها الكائن بالهر هورة ليلا.

وأصيب عبد اللطيف اللعبي بجرح خطير على مستوى العنق بعد تعرضه لطنعة كادت تؤدي بحياته، نقل على إثرها إلى المستشفى العسكري بالرباط على نحو مستعجل ليلة أمس الأحد 18 أكتوبر الجاري.

ونقل مصدر مقرب من اللعبي لـ"لكم"، أن الشرطة نجحت في القاء القبض على المعتدي بعد أن فر عبر السطوح المجاورة، غير أنه لم يتمكن من الهرب بعد وصول دورية للدرك الملكي إلى عين المكان وألقت القبض عليه.

وقال أحد المقربين من عبد اللطيف اللعبي الذي يرقد في المستشفى

العسكري بالرباط لـ"لكم"، " إن المعتدي كان ينوي فتح الباب الرئيسي لمنزل اللعبي بالهرهورة مساء الأحد، حوالي الساعة الحادية عشر ليلا من مساء الأحد". ولما أحست زوجته بصوت غير عادي على باب الشقة، يضيف مصدرنا، استفسرا عن من يكون الشخص المجهول الذي يحاول فتح الباب، مما جعل المعتدي يختبئ إلى أن فتح عبد اللطيف اللعبي باب الشقة ليفاجئ بطعنة بسكين يصيبه على مستوى العنق أسقطته أرضا

مصدرنا الذي يرافق عبد اللطيف اللعبي بالمستشفى، أكد أن سقوط اللعبي أرضا جراء الإعتداء، سمح للمعتدي باقتحام المنزل وتعنيف زوجة اللعبي بـ"وحشية" قبل أن يكسر على رأسها مزهرية من الحجم الكبير. وأضاف المصدر ذاته، أن المعتدي كان قد اقتحم منزل اللعبي بداية الأسبوع الماضي وأخذ مفاتيح الشقة بعد أن هدد الزوجة بالسلاح وأخذ مبلغا ماليا. وعلى إثر الحادث غير عبد اللطيف اللعبي مفاتيح الشقة، لكن المعتدي عاد مجددا لتنفيذ عملية الاعتداء أمس الأحد

الغد
حق المعرفة

19-10-2015

نحو بيئة صديقة لعمل المرأة تضمن حقوقها للنهوض بالاقتصاد الوطني

في الوقت الذي نتباهى فيه بارتفاع نسبة التحاق المرأة وإنجازاتها المهمة بالتعليم، لم نستطع في الأردن أن نحقق مشاركة اقتصادية فعالة لها، فنرى الأغلبية من النساء لا يدخلن سوق العمل بعد التخرج من الجامعة مباشرة أو يدخلنه لفترة وجيزة قبل أن ينسحبن منه لأسباب عديدة لم تنجح حتى الآن بتخطيها، ونسمع قصصا مريرة عن تجارب للمرأة في سوق العمل، فأحيانا وبمجرد معرفة صاحب العمل بحمل الموظفة، تبدأ المضايقات لها

وتدفعها لتقديم استقالتها قبل الانجاب. وإن لم تستجب يتم التخلي عن خدماتها تعسفا. وأحيانا أخرى تطلب الشركات النساء قبل توظيفهن بتقرير طبي لإثبات عدم الحمل. وأخرى تعطي المرأة ثلث راتب الرجل مع أنهم يقمن بنفس العمل

ناهيك عن النظرة السلبية السائدة في المجتمع بأن المرأة أقل إنتاجية من الرجل وأن عمل المرأة ثانوي وغير ضروري، الأمر الذي يؤدي إلى منح الرجل الأولوية في التوظيف أو عدم إعطاء المرأة العاملة الفرصة للتقدم والتطور الوظيفي الطبيعي

وإذا نظرنا إلى الأرقام فهي تروي القصة ذاتها، فترتيب الأردن عالميا يعد من أدنى النسب، حيث صنف تقرير المنتدى الاقتصادي العالمي حول النوع الاجتماعي الأردن بالمرتبة 133 من أصل 136 بسبب تدني نسبة المشاركة الاقتصادية، فقد صنف الأردن بالمرتبة 140 من أصل 142 بالمشاركة الاقتصادية وللسنا بأفضل حال عربيا حيث أن مشاركة المرأة الاقتصادية في الأردن تعد أقل من متوسط المشاركة الاقتصادية عند المرأة العربية بالرغم من أن نسب التحاق المرأة الأردنية بالتعليم من أعلى النسب في العالم العربي من المؤسف أنه منذ العام 1995 وحتى اليوم لم تتجاوز معدلات المشاركة في سوق العمل للمرأة الأردنية حاجز 15% وبحسب إحصائيات 2014 الصادرة عن دائرة الإحصاءات العامة فإن نسبة المشاركة الاقتصادية انخفضت إلى حوالي 12.4% بنسبة 1.9% أقل من العام 2013 وبالنظر إلى معدل البطالة فنرى بأنه مرتفع

عند المرأة بمعدل 21.2% وأن حوالي 78% من النساء اللواتي يعانين من البطالة هن من المتعلقات أهمية المشكلة تبرز عند مقارنة نسبة مشاركتها بالعمر عند المرأة وانخفاضها تحديداً عند سن 27 سنة، حيث تشير الإحصاءات بأن هذا السن هو قريب من سن متوسط عمر الزواج عند المرأة الأردنية، لذلك فإن اقتراب المرأة من عمر الزواج والإنجاب هو متلازم مع خروجها من العمل وابتعادها عن النشاط الاقتصادي مع ملاحظة أن معظم العاملات في القطاع الخاص هن تحت سن 29 سنة، ونسبة قليلة جداً لا تتجاوز 1% من النساء يبلغن 50 سنة فما فوق ما يفسر قلة تواجد السيدات في المناصب القيادية وتعرض الدراسات أسباب عزوف المرأة عن الدخول أو البقاء في سوق العمل لأسباب عديدة من أهمها، عدم وجود مكان لرعاية الأطفال، صعوبة المواصلات وعدم توفرها وارتفاع كلفتها، انخفاض الأجر بالنسبة لتكاليف المعيشة، أو للمضايقات التي تتعرض لها داخل العمل فقط لكونها امرأة، أو بسبب المسؤوليات الاجتماعية والعادات السائدة وارتباط دور المرأة بالبيت وتربية الأطفال وعدم تحمل الرجل لمسؤولياته والمشاركة بتحمل أعمال داخل المنزل.

وفي أغلب الأحيان تكون كل هذه الأسباب مجتمعة معاً مما يزيد من معاناة المرأة ويجبرها على الانسحاب من سوق العمل.

تؤكد آخر دراسة تتعلق بالأمر أصدرها المجلس الأعلى للسكان تحت عنوان انسحاب النساء من سوق العمل الأردني لبحث الأسباب التي تسهم في دفع المرأة الأردنية للخروج من سوق العمل في سن مبكرة، أن أكثر من 50% من النساء المنسحبات من سوق العمل تقع أعمارهم ضمن الفئة العمرية ما بين 25-34 سنة) وأقل من 44% من النساء المنسحبات من سوق العمل لم يمض على وجودهن سوى ثلاث سنوات أو 25-34 سنة). وأقل من 88% من النساء المنسحبات كن يعملن في القطاع الخاص وأكدت نفس الدراسة أن 34% من النساء المنسحبات تركن العمل بسبب ظروف عائلية لم يرغب الإفصاح عنها و 11% بسبب عبء تربية الأولاد و 9% بسبب الزواج و 7% بسبب إستغناء الشركة عن خدماتهن، و 6% بسبب سوء معاملة صاحب العمل و 6% بسبب تدني الأجر و 5% بسبب السفر للخارج.

في ظل هذه الظروف تصبح مطالبتنا للمرأة بالبقاء في سوق العمل غير كافية دون إزالة الأسباب التي تدفعها للخروج منه، ودون خلق بيئة داعمة وصديقة للمرأة تفتح المجال أمامها للتقدم في العمل ولتحسين إنتاجيتها وتطورها في المراكز الوظيفية، وتشجع النساء خارج سوق العمل بدخوله فلا بد من تحسين شروط العمل في القطاعين العام والخاص وتعزيز بيئة صديقة داعمة للمرأة لتتحول من بيئة طاردة إلى جاذبة تعطي المرأة العاملة كامل حقوقها.

ولهذه الأسباب، تداعت قوى شعبية تؤمن بأهمية تعزيز عمل المرأة كركيزة أساسية للنهوض بالاقتصاد الوطني، بإطلاق مبادرات تهدف لتأمين بيئة صديقة للعمل وضمان حقوقها بالعمل، من أهمها "مبادرة الانصاف في الأجر" التي تطمح إلى زيادة مشاركة المرأة في سوق العمل من خلال تعزيز مبدأ الأجر المتساوي عن العمل ذات الأهمية والقيمة المتساوية حسب إتفاقيات المساواة في الأجور التي صادق عليها الأردن العام 1996، يتم تنفيذها من خلال اللجنة التوجيهية الوطنية للانصاف في الأجر.

وتلت جهود الحملة الوطنية للمساواة بالأجور حملة ثانية انبثقت عنها لا تقل بأهميتها وهي حملة قم مع المعلم المطالبة بحقوق المعلمات في المدارس الخاصة يقوم عليها معلمون ومعلمات يعانون من الظلم في هذا القطاع وهناك أيضاً حملة معاً نصل المطالبة بنقل عام آمن ومنظم التي أطلقتها منصة تقدم للمساهمة في معالجة عزوف النساء عن قبول الوظيفة بسبب عدم توفر وسيلة نقل، حيث تبين الإحصائيات أن 40% من النساء في الأردن يعزفن عن العمل بسبب مشاكل النقل والمواصلات. وقد قامت الحملة برصد نقاط الضعف في منظومة المواصلات العامة داخل العاصمة والتحديات التي تواجه السيدات العاملات أثناء رحلتهم للوصول من وإلى العمل من خلال أول دراسة تجريبية لواقع النقل العام في عمان وتعمل الحملة حالياً على إبراز صوت المستخدمة والمستخدم من خلال المطالبة بقانون عصري يضمن حقوقهم ومن خلال المطالبة بتحسين المواصلات العامة لطلاب وطالبات الجامعات على وجه الخصوص اللواتي يواجهن تحديات في تنقلهن إلى أماكن دراستهن تعرقل تحصيلهن العلمي ومسيرتهن الدراسية وتؤخر بالنتيجة دخولهن إلى سوق العمل.

وبالرجوع إلى دراسة المجلس الأعلى للسكان لأهم أسباب انسحاب المرأة من العمل، يأتي موضوع الظروف العائلية والأطفال بالمرتبة الأولى، وهنا تكمن أهمية تفعيل المادة 72 من قانون العمل التي تلزم صاحب العمل

بتهيئة مكان آمن لرعاية الأطفال في مكان العمل، بحال وجود عشرين امرأة عاملة لديهن عشرة أطفال تقل أعمارهم عن أربع سنوات

وكان من أول المنادين بتطبيق المادة 72 حملة صداقة التي أطلقها عدد من الناشطين والناشطات المؤمنين بأهمية توفير حضانات في أماكن العمل. وقد قامت الحملة بالعمل مع الشركات الكبيرة التي توظف أكثر من مائة عاملة على توفير الحضانات وتقديم الدعم الفني والقانوني لهم والتواصل مع الأمهات والعملات في الشركات الموجودة في قطاعات العمل التي توظف النساء بشكل كبير مثل قطاع التعليم والصحة والبنوك ومصانع الأنسجة وقطاع الاتصالات من أجل توعيتهم بالقانون وأهمية تفعيله. وعملت الحملة مع وزارة العمل التي باشرت في إطلاق حملات تفتيش وتوجيه الشركات نحو توفير الحضانات. وهناك اليوم على الأقل ما يقارب الخمسين شركة ومؤسسة والتي قامت بتأسيس الحضانات ولمست التغيير الإيجابي عليها وعلى المرأة العاملة

وقد قامت حملة صداقة بعمل بحث نوعي لدراسة أثر وجود حضانة على الأم العاملة وأصحاب العمل والتي تبين أنها تساعد في تقليص مدة الوقت المهدور في الاتصالات والمغادرات أو التأخيرات الذي يسببه وجود حضانة بعيدة، توفر مبالغ مادية قد تصرف لوسائل النقل بسبب كثرة زيارة الأطفال، تساهم في تجنب كثرة الإجازات بدون راتب وحسم الرواتب، وتكون الأم مطمئنة نفسيا الى الاوضاع التي يكون فيها الطفل من الناحية الصحية والتربوية، وبالتالي يزيد تركيزها وانضباطها في العمل والذي يساهم بالترقية وزيادة الأجور واستلام مواقع متقدمة. ومن ناحية أخرى وعند عدم توفر مكان لرعاية الأطفال فإن المرأة العاملة تواجه مشاكل بفعل السلوكيات الاجتماعية المحرجة التي قد تتم مع الأسرة أو الأصدقاء وأحيانا بتكليف الجيران وبالتالي عدم شعورهم بالأمان. أما بالنسبة لصاحب العمل فالامتيازات عديدة ومن أهمها: جذب كوادرنسائية ذات الكفاءة، سمعة العمل تدل على ثقافة معينة مبنية على حرص أصحاب العمل على توفير بيئة داعمة، زيادة فعالية وإنتاجية العامل/العاملة مما يساهم من التقليل من معدل الدوران الوظيفي والذي يساعد على الاحتفاظ برأس المال البشري وعلى المدى البعيد يساهم في الزيادة في الربح أو التوفير، ولعل أهم الامتيازات هي تعزيز الولاء والانتماء للعمل وتحسين نفسية العاملين وخلق صداقات جديدة وتحسين عام في بيئة العمل

وما يميز هذه المبادرات جميعها أنها ليست مشاريع بالمعنى الدارج بين مؤسسات المجتمع المدني بل هي حملات ومبادرات شعبية قائمة على مجموعة من الناشطين والناشطات ممن خاضوا تجربة المعاناة التي تلازم المرأة والأم العاملة نتيجة الضغوط الأسرية أو التمييز داخل مكان العمل أو صعوبات التنقل أو صعوبات في إيجاد الحضانات لأطفالهن، وتعمل هذه المبادرات بجهد مجتمعي منظم وبقيادة من أطراف عدة نقابية، حكومية، برلمانية ومجتمعية بالإضافة الى أهل القضية وتسعى جميعها ليس فقط لتمكين المرأة بل لتغيير الثقافة السائدة ولحث الحكومة في اتجاه تطبيق القوانين. إن هذا النوع من المبادرات الملتزم بقضيته المحددة وبإعلاء صوت أهل القضية منتظر منه التغيير الجذري على أرض الواقع

ولا نغفل في هذا المقام ذكر جهود سنوات عديدة للمؤسسات النسائية في توعية المرأة بالتشريعات التي تحميها وتحفظ حقها من إجازة الأمومة المنصوص عليها في قانون العمل، وساعة الرضاعة والإجازات السنوية، وعدم التمييز في الأجر بينها وبين الرجل، ولكن وبشكل عام القوانين الناظمة للعمل ما تزال بحاجة الى متابعة سواء لتفعيلها لدعم تشغيل المرأة أو لإلزام أصحاب العمل بالالتزام بقانون العمل أو لادراج مواد جديدة تضمن للمرأة الأردنية حقوقها بدون تمييز سنقوم بتناولها بمقال لاحق

وأخيرا، بقي أن نقول بأن رفع مستوى مشاركة المرأة في سوق العمل سيؤدي إلى رفع الناتج المحلي الإجمالي وهذا مثبت عمليا وعلميا وهو أمر نحن في أمس الحاجة إليه في دولة مثل الأردن تعاني من البطالة والفقر وشح الموارد

أما أن نقول بأن هذا الموضوع لا يستحق منا العمل لأن الأوضاع السياسية الداخلية والخارجية دائما تأخذ أولوية على حساب حقوق المرأة فهو دليل على عدم توفر النية بالتغيير والإصلاح بشكل عام

فعلينا جميعا واجب تحمل مسؤولياتنا الاجتماعية والاقتصادية والسياسية في موضوع رفع مشاركة المرأة الاقتصادية وأن نعطيها الأولوية القصوى التي يستحقها. فعلى الرجل في البيت أن يتحمل مسؤولياته في تربية الأطفال والقيام بالواجبات المنزلية مثله مثل المرأة من تدريس الأطفال الى الأعمال المنزلية كافة. وعلى الإعلام

أن يتحمل مسؤوليته في تغيير الصورة النمطية المجتمعية التي تدفع بالنساء إلى مهن محددة أو الذي يحصر دور المرأة في البيت، وعلى الأم والأب في البيت أن يتحملوا مسؤوليتهم فيحثوا بناتهن على العمل وعدم الاكتفاء بالاستثمار بتعليم البنات فقط للخروج بشهادة تعلق على الجدران وعلى المسؤولين من كُتاب المناهج تحمل مسؤوليتهم في تعديل المناهج المدرسية التي ترسخ الصورة النمطية للمرأة ولا تكثرث لأهمية عملها. وعلى القائمين على منظومة النقل العام تحسين خدماته خصوصا للمرأة العاملة. وعلى المشرعين تحمل مسؤولياتهم الأخلاقية والوطنية في تعديل القوانين والأنظمة باتجاه تحقيق المساواة للمرأة في العمل وفي المجالات كافة. وعلى صاحب العمل أن يقوم بتحمل مسؤولياته بالإلتزام بتطبيق القوانين وتوفير بيئة داعمة للمرأة العاملة من مواصلات وحضانات وأجر متساو مع الرجل وأخيرا، سنبدأ بأنفسنا وبمسؤوليتنا كناشطين وناشطات ومؤسسات المجتمع المدني بأن نستمر في عملنا بالمطالبة والتوعية بأهمية عمل المرأة وبأن عمل المرأة هو حق أصيل من حقوق المواطنة لا يقبل المساومة أو التأجيل.

المغرب/ الشبكة العربية تدين استهداف السلطات المغربية للمؤرخ والحقوقي المعطي منجب

أدانت الشبكة العربية لمعلومات حقوق الإنسان، استمرار السلطات المغربية في استهداف المؤرخ المدافع الحقوقي المعطي منجب، رئيس جمعية الحرية الآن المدافعة عن حرية الصحافة، وذلك بعد استجوابه مجددا من قبل الشرطة المغربية.

وكانت الشرطة المغربية قد قامت باستجواب المعطي منجب، أول أمس الاثنين 18 أكتوبر. وقال منجب: *“قضيت نحو 25 دقيقة في مقر الشرطة القضائية في مدينة الدار البيضاء، ووجهوا لي مجموعة من الأسئلة والتهم المستفزة من قبيل القول إنني أتاجر في الرأي”* وأضاف *“رفضت الجواب على تلك الأسئلة التي تحاول النيل مني نفسيا، واتهموني كذلك بتحقير العدالة والمؤسسات لكنني نفيت هذا الأمر”*.

وقد أضطر المعطي منجب للسفر من العاصمة المغربية الرباط إلى مدينة الدار البيضاء حيث تم استجوابه، وتم نقله في سيارة إسعاف، نظرا لتدهور حالته الصحية بعد دخوله في إضراب مفتوح عن الطعام في أعقاب منعه من السفر في السابع من أكتوبر الجاري. ولم تكن هذه هي المرة الأولى التي أضرب فيها المعطي منجب عن الطعام احتجاجا على تضييقات السلطات المغربية المستمرة عليه بسبب عمله الحقوقي، فقد سبق أن أضرب عن الطعام لثلاث أيام في منتصف سبتمبر الماضي بعد علمه بإصدار السلطات المغربية قرارا بمنعه من السفر في 10 أغسطس الماضي.

يذكر أن وزارة الداخلية المغربية قد أصدرت بيانا قالت فيه أن منع منجب من السفر يأتي على خلفية التحقيق في *“اختلالات”* مالية شابت تعاملات مركز ابن رشد للدراسات والتواصل والذي كان ترأسه منجب حتى نهاية عام 2014 حيث قام حينها بحل أنشطة المركز بسبب منع السلطات لعدد من أنشطته. وقالت لجنة لدعم منجب *“أنه فيما يخص الاختلالات المالية والتمويلات المشبوهة، فإن مركز ابن رشد، شركة يشرف المعطي فيها على التأطير العلمي وليس هو من يسير شؤونها المالية”*، مما يعني أن اتهامات وزارة الداخلية له لا محل لها من الأساس.

وقالت الشبكة العربية لمعلومات حقوق الإنسان: *“أنه لا مجال للشك في أن التضييقات المستمرة التي تمارسها السلطات المغربية ضد المؤرخ والحقوقي المعطي منجب، تتعلق في الأساس بعمله الحقوقي كمدافع عن حرية الصحافة في المغرب. وقد شملت هذه التضييقات عدوانا على الحقوق الأساسية لمنجب ومنها حقه في حرية التنقل والسفر وحقه في حرية التعبير عن الرأي، كما شملت السعي إلى تشويه سمعته من خلال اتهامات واضحة والتفريق”*.

وطالبت الشبكة العربية السلطات المغربية بوقف ممارساتها التعسفية تجاه المعطي منجب فوراً، ورفع حظر السفر المفروض ظلما عليه، وعدم استهداف نوابه والمقربين منه من خلال الاستدعاءات الترهيبية لاستجوابات وهمية.



20-10-2015

Téles et réseaux sociaux

Sources

Infos



20-10-2015

بدء محاكمة مارين لوبان زعيمة اليمين المتطرف في فرنسا بتهمة ازدراء المسلمين

مثّلت زعيمة اليمين المتطرف في فرنسا مارين لوبان أمام محكمة مدينة ليون بتهمة الكراهية العنصرية، لتشيّبها صلاة المسلمين في الشوارع بالاحتلال النازي.

"وطالبت النيابة الفرنسية بتبرئتها من التهمة استنادا إلى "حرية التعبير

وصدرت هذه التصريحات عن لوبان في تجمع بمدينة ليون عام 2010 عندما كانت تخوض حملة من أجل زعامة حزبها.

وبدأت لوبان، المعروفة بمعاداتها للهجرة وللاتحاد الأوروبي، تستقطب أعدادا متزايدة من الأنصار في فرنسا

ويأمل حزبها، الجبهة الوطنية، الفوز بالأغلبية في إقليمين، في الانتخابات المحلية، المقررة في ديسمبر/ كانون الأول.

وأصرت لوبان أمام المحكمة أنها لم تعتد على أحد، وتساءلت عن توقيت المحاكمة، قائلة: "نحن على موعد مع الانتخابات وهذه القضية تعود إلى 5 أعوام مضت

وتوقع أحد استطلاعات الرأي، الأسبوع الماضي، أن تفوز ابنة أختها، ماريون ماريشال لوبان، بإقليم باكا المهم، وتتنزع رئاسته من الاشتراكيين

وإنه الرئيس الفرنسي، فرانسوا هولاند، الفرنسيين إلى عدم المخاطرة بدعم اليمين المتطرف، عندما بدأ حزب لوبان يستقطب المزيد من الأنصار

وقال في حديث للإذاعة الفرنسية: "لا تلجأوا إلى هذه الطريقة الانتخابية، لتبلغ رسائلكم، لمجرد أنكم غير راضين". أو غاضبون، فهناك تبعات لهذا الفعل على الاستثمار، وعلى التجارة الخارجية، وعلى فرص العمل والنمو

وتولت مارين لوبان زعامة حزب الجبهة الوطنية عام 2011، وهي تحاول منذ ذلك الوقت إبعاد حزبها عن تاريخه العنصري والمعادي للسامية

وقالت في تجمع أمام أنصار حزبها في ديسمبر/ كانون الأول: "البعض يخلو لهم الحديث عن الحرب العالمية الثانية، وعن الاحتلال، فلنتحدث عن الاحتلال، لأن ذلك هو ما يحدث الآن، بلا دبابات ولا جنود، ولكنه مع ذلك احتلال".

وأشارت إلى ظاهرة صلاة المسلمين في الشوارع يوم الجمعة، عندما لا يجدون مكانا في المساجد

وبعد هذه التصريحات، مُنعت الصلاة في الشارع

وقد خضعت لوبان للتحقيق، بعدها وجردت من الحصانة البرلمانية الأوروبية عام 2013

	<p>وقالت لوبان إنها ستستغل المحكمة للدفاع عن حريتها في التعبير عن رأيها وتتهم بالتحريض على التمييز، والعنف والكراهية ضد مجموعة من الناس، على أساس عقديتهم، وإذا أدينتم فهي معرضة للسجن عاما واحدا ولغرامة 45 ألف يورو.</p> <p>وطالبت ممثل النيابة المحكمة بتبرئة السياسية الفرنسية اليمينية، البالغ من العمر 47 عاما وقال بيرنارد بيونود للقاضي " إن السيدة لوبان، باستنكارها لهؤلاء المصلين في الفضاء العام، دون أن تشير إلى "عموم المجتمع المسلم بل إلى أقلية، إنما مارست حريتها في التعبير</p> <p>وقال مجلس مسلمي فرنسا إن تصريحاتها غدت معاداة المسلمين في فرنسا</p>
 <p>21-10-2015</p>	<p>اليونسكو تدين الممارسات الإسرائيلية بالقدس</p> <p>على قرار تقدمت به المجموعة العربية، الأربعاء، (يونسكو) للتربية والعلوم والثقافة <u>الأمم المتحدة</u> وافقت منظمة في حماية المواقع التراثية وإعادة بناء مناطق دمرتها الحرب <u>إسرائيل</u> ينتقد فشل <u>القدس</u>، وإخفاق إسرائيل في وقف الحفريات المستمرة ودان القرار بشدة القمع الذي قامت به قوات الاحتلال في والأشغال شرقي المدينة خاصة في البلدة القديمة ومحيطها</p> <p>كما انتقد الممارسات الإسرائيلية في الحرم الشريف، بما في ذلك تقبيد دخول المصلين الفلسطينيين خلال عيد الأضحى الشهر الماضي لأسباب أمنية ودعا القرار إلى المسارعة في إعادة إعمار المدارس والجامعات والمواقع التراثية الثقافية والمؤسسات الثقافية والمراكز الإعلامية وأماكن العبادة التي دمرت أو تضررت بسبب الحروب المتتالية في قطاع غزة وحصل القرار الذي قدمته كل من الجزائر ومصر والإمارات والكويت والمغرب وتونس على تأييد 26 من الدول الأعضاء بالمجلس التنفيذي للمنظمة من جملة 58 عضوا، بينما امتنع 25 عضوا عن التصويت، وعارضته ست وبريطانيا وألمانيا وهولندا وجمهورية التشيك وإستونيا <u>الولايات المتحدة</u> دول هي وتم تغيير النسخة النهائية من مشروع القرار في اللحظات الأخيرة لإلغاء فقرة تؤكد الهوية الإسلامية لحائط البراق، وتعتبره جزءا لا يتجزأ من الحرم القدسي الشريف</p> <p>"ودانت إسرائيل المسودة معتبرة أنها "محاولة واضحة لتشويه التاريخ يُذكر أن حائط البراق يحده الحرم القدسي من الجهة الغربية، حيث يشكل قسما من الحائط الغربي للحرم المحيط بـ <u>المسجد الأقصى</u>، ويمتد بين باب المغاربة جنوبا والمدرسة التكريزية شمالا، وطوله نحو خمسين مترا وارتفاعه نحو عشرين مترا.</p> <p>ويزعم اليهود أن الحائط هو الأثر الأخير الباقي من هيكل سليمان المزعوم، رغم عدم وجود أي دليل تاريخي أو علمي يثبت وجود الهيكل اليهودي، أو ما يمكن أن يمت له بصلة.</p> <p>وتشهد الأراضي الفلسطينية مواجهات منذ بداية الشهر الجاري بين شبان فلسطينيين وقوات الاحتلال بسبب إصرار مستوطنين يهود على مواصلة اقتحام ساحات الأقصى المبارك تحت حراسة قوات الجيش والشرطة الإسرائيلية.</p>
 <p>24-10-2015</p>	<p>42 قتيلا في هجومين استهدفا مسجدين في نيجيريا.</p> <p>قُتل 42 شخصا على الأقل وأصيب أكثر من 100 آخرين في هجومين بمتفجرات استهدفا مسجدين شمال شرقي نيجيريا، بحسب مسؤولين</p> <p>وفي فجر الجمعة، قُتل 15 شخصا في تفجير استهدف مسجدا في مدينة مايدوغوري</p> <p>وقال شاهد عيان لوكالة فرانس برس للأنباء إن مفجرا انتحاريا شارك في الهجوم واستهدف هجوم أشد مسجدا افتتح حديثا في بلدة يولا، ما أسفر عن مقتل 27 شخصا على الأقل</p>

	<p>ووقع التفجير أثناء جلوس المصلين للاستماع إلى خطبة الجمعة ولم يتضح على الفور المسؤول عن الهجومين، لكن جماعة بوكو حرام الإسلامية المسلحة شنت العديد من الهجمات في تلك المنطقة من نيجيريا واستهدفت الجماعة مسيحيين ومسلمين رفضوا الالتزام بمعتقداتها وخلال السنوات القليلة الماضية، قُتل الآلاف واضطر ملايين للنزوح عن ديارهم جراء أعمال العنف المرتبطة بجماعة بوكو حرام</p>
 <p>24-10-2015</p>	<p>L'ONU AUGMENTE LA VALEUR DE SOUTIEN À LA TUNISIE ?</p> <p>Le coordinateur résident du système des Nations Unies en Tunisie, Mounir Thabet, a annoncé qu'il est fort probable que l'Organisation des Nations Unies (ONU) augmente la valeur de soutien à la Tunisie pour passer de 88 à 122 millions de dollars en 2015 et 2016. Une telle augmentation permettra à la Tunisie d'élaborer plusieurs projets sur le plan économique comme sur le plan politique.</p>
 <p>22-10-2015</p>	<p>QUE PENSENT LES TUNISIENS DU PRIX NOBEL DE LA PAIX 2015 ?</p> <p>Les dernières statistiques enregistrées par Sigma Conseil ont montré que 70% des Tunisiens interrogés pensent que l'attribution du prix Nobel de la paix 2015 au Quartet parrain du dialogue National consacre la réussite de la transition démocratique dans notre pays. En revanche, 25% des Tunisiens interrogés doutent de l'attribution de ce prix.</p>
 <p>23-10-2015</p>	<p>CHAMPIONNATS DU MONDE D'ATHLÉTISME HANDISPORT : LA TUNISIENNE RAOUA TLILI BAT LE RECORD MONDIAL</p> <p>Dans le cadre des Championnats du monde d'athlétisme handisport au Qatar, qui a commencé hier, et que les organisateurs annoncent déjà comme "les meilleurs de l'histoire" ; l'athlète tunisienne, Raoua Tlili a remporté une nouvelle médaille d'Or pour la Tunisie. Notons que Raoua a gagné l'Or dans la discipline du lancer du disque T41 en atteignant la distance de 29.70 mètres en battant par le record mondial en place.</p>
 <p>23-10-2015</p>	<p>LES FORCES ISRAËLIENNES FONT UN GESTE D'APAISEMENT SUR L'ESPLANADE DES MOSQUÉES</p> <p>Pour la première fois depuis des semaines, les forces israéliennes ont permis vendredi à tous les fidèles palestiniens de se rendre sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem sans restriction d'âge.</p> <p>Cette décision annoncée par la police israélienne est prise alors que le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu et la direction palestinienne sont soumis à la pression d'une communauté internationale inquiète qui devait poursuivre ce vendredi ses efforts à Vienne pour éloigner le danger d'un embrasement généralisé.</p>

Radio

Sources

Infos



20-10-2015

L'ONU appelle à mettre les statistiques au service du développement durable

A l'occasion de la Journée mondiale de la statistique, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé mardi tous les partenaires de l'Organisation à équiper les Etats des systèmes d'information dont ils ont besoin pour mesurer et suivre la réalisation du développement durable.

« Tous les acteurs de la société ont besoin de données et de statistiques de qualité pour prendre des décisions éclairées », a déclaré M. Ban dans un message, ajoutant que l'Assemblée générale de l'ONU a reconnu cette nécessité en adoptant en 2014 les principes fondamentaux de la statistique officielle pour promouvoir le droit d'accès de la population à l'information. Le Secrétaire général a insisté sur l'importance particulière de disposer de données au moment voulu de statistiques et d'indicateurs fiables, alors que les pays et organisations s'apprêtent à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. A cette fin, a précisé le chef de l'ONU, l'édition 2015 de la Journée est placée sous le mot d'ordre 'De meilleures données pour une vie meilleure'.

« Aucune naissance ne doit être oubliée et tous les cas de maladie doivent être enregistrés, même dans les lieux les plus reculés », a poursuivi M. Ban, mettant l'accent sur le besoin de données et de statistiques locales pour permettre à chaque enfant d'avoir accès à l'éducation, et de données et de statistiques mondiales pour contrôler les effets globaux des changements climatiques.

Le Secrétaire général a rappelé les travaux accomplis depuis 70 ans par la Commission de statistique de l'ONU, dont le rôle est d'édicter des normes et directives statistiques à l'échelle mondiale.

« Aujourd'hui, la Commission se tient prête à jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un système solide d'indicateurs mondiaux aux fins de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) », s'est félicité le chef de l'ONU.

Toutefois, a noté M. Ban, même les pays les plus développés font face à d'énormes difficultés pour assurer le suivi de la réalisation des ODD.

« Une révolution des données est inévitable car il nous faut renforcer notre capacité statistique et exploiter les possibilités offertes par les nouvelles technologies », a appelé le Secrétaire général, appelant les producteurs et utilisateurs de données, les universités et les centres de recherche à

	<p>contribuer.</p> <p style="text-align: right;">Jérôme Longué</p>
 <p>22-10-2015</p>	<p>Préparation d'un projet de loi pour sanctionner le vol des données personnelles et les crimes cybernétiques</p> <p>Lors d'une journée d'information organisée par le comité national de protection des données personnelles, jeudi 22 octobre 2015, le ministre des TIC et de l'Économie Numérique, Noomen El Fehri, a annoncé que le gouvernement a préparé un projet de loi visant à sanctionner les personnes auteurs de vols des données personnelles et de crimes cybernétiques.</p> <p>El Fehri a précisé que le gouvernement a finalisé le texte du projet de loi et qu'il sera débattu avec les représentants de la société civile et les instances concernées durant les semaines à venir.</p>
 <p>23-10-2015</p>	<p style="text-align: center;">شبكة دستورنا : مواقع القرار مازالت ذكورية</p> <p>أكدت المنسقة الجهوية لشبكة دستورنا وسيلة قبقة ضيفة "بوليتيكا" اليوم الجمعة 23 أكتوبر 2015 أن المرأة التي أوصلت رئيس الجمهورية الى المنصب بمليون و200 صوتا في الانتخابات الرئاسية تم تغييبها اليوم من المشهد السياسي .</p> <p>وأشارت منسقة شبكة دستورنا إلى مبادرة قام بها عدد من مكونات المجتمع المدني والسياسي في سوسة تنادي بتفعيل الفصل 46 من الدستور والذي يناهز بالتناصف وتشريك المرأة في مواقع القرار وأوضحت أن مراكز القرار مازالت ذكورية خاصة بعد صدور حركة الولاية والمعتمدين الأخيرة التي لم تتضمن أي عنصر نسائي وفق قولها</p>
 <p>23-10-2015</p>	<p style="text-align: center;">بسبب "العمد قوادة" : الهايكا توجه لفت نظر للحوار التونسي</p> <p>قررت الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي البصري اليوم الجمعة 23 أكتوبر 2015 توجيه لفت نظر إلى الممثل القانوني لقناة الحوار التونسي وذلك على خلفية ورود عديد الشكايات ضد القناة اضافة الى ما رصدته مصلحة الرصد التابعة للهيئة من اخلالات في عدد من البرامج من خلال المسّ بكرامة بعض الفنان واصلت إلى حدّ التلب في بعض الأحيان</p> <p>وأوردت الهيئة مثلا على ذلك قول المنشط "سامي الفهري" في برنامج "دليلك ملك" في حلقة يوم 30 سبتمبر 2015 "أنا نعرف العمد يخدموا قواده" وامعانه في الحلقة التي تم بثها بتاريخ 15 سبتمبر 2015 في إخراج أحد المشاركين في البرنامج باعتباره كان قصير القامة بتوجيه عديد الأسئلة إليه حول قامته إضافة إلى طريقة التعرّض لموضوع المثليين في برنامج "لمن يجرو فقط" في حلقة 10 أكتوبر 2015 من قبل المنشط "سمير الوافي"</p> <p>ودعت الهيئة إلى ضرورة تفادي مثل هذه التصرفات والالتزام بالضوابط الأخلاقية لمهنة الصحافة وضرورة احترام كرامة الإنسان بعدم التهكم على بعض فئات المجتمع واحتراما لحقّ في الدقيقة 46 من هذا الفيديو .كلّ فئة من المجتمع في الظهور بصورة لائقة في وسائل الإعلام قال مقدم برنامج دليلك ملك ان كل العمد كانوا "صباية" اي ان مهمتهم ايصال المعلومات الى وزارة الداخلية وكان ذلك في صميم عملهم وفق تعبيره</p>

Communiqués

Sources

Communiqués



20-10-2015

التنسيقية المغربية لمنظمات حقوق الانسان

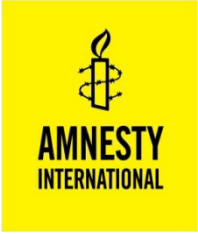
طالب المرصد الدولي لحقوق الإنسان بالإفراج فورا عن حسان بوراس عضو الهيئة المديرة للرابطة الجزائرية للدفاع عن حقوق الإنسان ووقف "المضايقات" التي يتعرض لها.

وأكد المرصد المشكل من تحالف يضم الفدرالية الدولية لحقوق الإنسان ولجنة مكافحة التعذيب أن على السلطات الجزائرية الإفراج عن بوراس دون أي شروط، ووقف المضايقات التي يتعرض لها، عقابا له عن نشاطه في الدفاع عن حقوق الإنسان، وفتح تحقيق قضاء لتحديد المسؤولين فيما يتعرض له الناشط، وطالبت بضمان السلامة الجسدية له، ووضع المرصد تحت تصرف المدافعين عن حقوق الإنسان في العالم عناوين لمسؤولين رسميين جزائريين يتقدمهم الرئيس بوتفليقة لمراسلتهم لأجل تنفيذ هذه المطالب.

وذكر المرصد في بيانه بأن بوراس الذي اعتقل في 2 أكتوبر الماضي كان ضحية لمضايقات كثيرة في السنوات الأخيرة وسجنه ومحاكمته وبدوره قال تنظيم رفض، وهو تنظيم معارض غير معتمد من السلطات، أن بوراس أمس دخل يومه السابع عشر من الإضراب عن الطعام داخل سجن الحوض بالبيض احتجاجا على قرار سجنه، ونفى التنظيم أن قيام حسان بوراس بالعمل مراسلا لقناة المغربية التي

تثبت من لندن، وأكد أنه لا يتعدى التدخل في بعض برامجها في إطار النشاط الحقوقي والسياسي مثله مثل جميع المتدخلين على القناة من جبهة رفض وغيرها من التنظيمات السياسية والحقوقية، وأن نشاطه الإعلامي مستقل

وحمل التنظيم المسؤولية لوزارة العدل والنيابة العامة وإدارة السجون وهيئات التحقيق كامل المسؤولية عن تردي الحالة الصحية لحسان بوراس الذي دخل في إضراب مفتوح عن الطعام والذي حرم من مادة السكر مما يثبت تعرض حياته للخطر والموت المحقق



21-10-2015

Algérie. La Journée nationale de la presse entachée par la fermeture d'une chaîne de télévision

Le gouvernement algérien doit mettre fin à sa campagne de censure contre les médias de diffusion privés s'il veut respecter les engagements qu'il a pris de protéger et renforcer les libertés des médias dans le pays, a déclaré Amnesty International alors que l'Algérie célèbre sa Journée nationale de la presse le 22 octobre.

La semaine dernière, à Alger, la capitale du pays, la police a effectué une descente dans les studios d'El Watan TV et fermé cette chaîne, confisqué son matériel et fait sortir le personnel de ses locaux, après qu'elle eut diffusé une interview d'un opposant au gouvernement au centre d'une controverse.

En 2014, le gouvernement a adopté des dispositions législatives restrictives en matière d'octroi de l'autorisation de diffuser. En conséquence, de nombreux médias de diffusion sans statut juridique mènent leurs activités sous la menace constante de la censure.

« La fermeture par le gouvernement de plusieurs chaînes de télévision privées qui ont osé le critiquer, comme El Watan TV, représente un véritable danger pour la survie des médias libres en Algérie, a déclaré Said Boumedouha, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International.

La fermeture par le gouvernement de plusieurs chaînes de télévision privées qui ont osé le critiquer, comme El Watan TV, représente un véritable danger pour la survie des médias libres en Algérie.

Said Boumedouha, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International

« Les autorités doivent autoriser El Watan TV à diffuser à nouveau, de même que les autres chaînes de télévision qui les avaient critiquées et qui ont été fermées. Ces fermetures représentent une attaque majeure contre les médias de diffusion indépendants en Algérie. »

El Watan TV a mis en colère le gouvernement en diffusant une interview de l'ancien dirigeant de la branche armée dissoute du Front islamique du Salut, Madani Mesrag.

Madani Mesrag a critiqué le président Abdelaziz Bouteflika parce que ce dernier a refusé de lui permettre de faire enregistrer un nouveau parti politique, et il a menacé de révéler des informations de nature à susciter des controverses qui porteraient sur le conflit armé interne en Algérie dans les années 1990.

Les autorisations de diffuser sont difficiles à obtenir et des dispositions obligent les médias de diffusion à veiller à ce que le contenu de leurs programmes respecte « les exigences de l'unité nationale, de la sécurité et de la défense nationales », « les intérêts économiques et diplomatiques du pays », « la référence religieuse nationale » (l'Islam), « les valeurs de la société » et « les valeurs nationales et les symboles de l'État ».

Pour plus d'informations, veuillez consulter le document public d'Amnesty International intitulé [Algérie. Les restrictions frappant El Watan TV et d'autres chaînes privées doivent être levées](#)

Complément d'information

La grande majorité des chaînes privées demeurent sans statut juridique et elles tentent de contourner cet obstacle en diffusant depuis des pays étrangers tels que la Jordanie et Chypre.

22-10-2015

لفت نظر

”إلى الممثل القانوني لقناة ”الحوار التونسي“

بعد الاطلاع على المرسوم عدد 116 لسنة 2011 المؤرخ في 02 نوفمبر 2011 والمتعلق بحرية الإتصال السمعي والبصري وبإحداث هيئة عليا مستقلة للإتصال السمعي والبصري

إضافة إلى ما تم رصده من قبل مصلحة الرصد ”قناة ”الحوار التونسي“ تبعا لورود عديد الشكايات ضد التابعة للهيئة لعدد من البرامج التي تبث على القناة تم من خلالها المس بكرامة بعض الفئات وصلت إلى حدّ التلب في بعض الأحيان من ذلك ما ورد على لسان المنشط ”سامي الفهري“ في برنامج ”دليلك ملك“ في حلقة يوم 30 سبتمبر 2015 بقوله ”أنا نعرف العمد يخدموا قواده“، كما معان نفس المنشط في الحلقة التي تم بثها بتاريخ 15 سبتمبر 2015 في إخراج أحد المشاركين في البرنامج باعتباره كان قصير القامة بتوجيه عديد الأسئلة إليه حول قامته، إضافة إلى طريقة التعرض لموضوع المثليين في برنامج ”لمن يجرؤ فقط“ في حلقة 10 أكتوبر 2015 من قبل المنشط ”سمير الوافي“.

يؤكد مجلس الهيئة العليا المستقلة للإتصال السمعي والبصري أنّ اعتماد الأسلوب التهكمي، ولو كان على سبيل المزح، من شأنه المس من شعور تلك الفئات من المجتمع وتكريس أسلوب التعامل السلبي معها من ناحية والنظرة الدونية لها من ناحية أخرى

وعلى ذلك فقد قرّر مجلس الهيئة العليا المستقلة للإتصال السمعي والبصري بجلسته المنعقدة بتاريخ 20 أكتوبر 2015 لفت نظرهم إلى ضرورة تفادي مثل هذه التصرفات والالتزام بالضوابط الأخلاقية لمهنة الصحافة، وضرورة احترام كرامة الإنسان بعدم التهكم على بعض فئات المجتمع واحتراما لحقّ كلّ فئة من المجتمع في الظهور بصورة

لائقة في وسائل الإعلام

عن الهيئة العليا المستقلة

للاتصال السمعي والبصري

الرئيس

النوري اللجمي